

MEMORIAL

Journal Officiel
du Grand-Duché de
Luxembourg



MEMORIAL

Amtsblatt
des Großherzogtums
Luxemburg

RECUEIL DES SOCIÉTÉS ET ASSOCIATIONS

Le présent recueil contient les publications prévues par la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales et par la loi modifiée du 21 avril 1928 sur les associations et les fondations sans but lucratif.

C — N° 1294

2 mai 2016

SOMMAIRE

ABI CEE Holdings S.à r.l.	62086	Boston Luxembourg I S.à.r.l.	62072
Adage Consulting S.à r.l.	62071	Bye-Bye II S.A.	62072
Agence d'Investissement et de Gestion de Projets	62086	Bylgar S.A.	62087
Aircraft Solutions Lux XX S.à r.l.	62066	Cartucho IP	62076
Alcentra Global Special Situations Luxembourg S.à r.l.	62066	CP Properties 4 SCSp	62076
Allianz Infrastructure Norway Holdco I S.à r.l.	62070	Curzon Finance S.à r.l.	62079
AmTrust Re Taurus	62109	Dundee International (Luxembourg) Holdings S.à r.l.	62078
Ancaster International S.à r.l.	62070	DW Value Lux I S.à r.l.	62081
Auris Luxembourg II S.A.	62086	EPF Acquisition Co 35 S.à r.l.	62086
Autoroutes AP S.à r.l.	62070	EPF Acquisition Co 47 S.à r.l.	62087
Avenue Asia (Luxembourg) S.à r.l.	62071	Episo 4 France Investments S.à r.l.	62087
Avion Jet Leasing Lux S.à r.l.	62071	fLAB fFUNDS Sicav	62066
BCSP LU Sàrl	62072	Hellange S.A.	62097
Beaufort Securitisation S.A.	62074	Huawei Technologies Luxembourg SA	62070
Beim Figaro S.à r.l.	62075	Luxbrew S.à r.l.	62097
BHI Finance S.A.	62075	Luxembourg Investment Company 43 S.à.r.l.	62068
BM 17 S.A.	62075	Lux Gest Asset Management S.A.	62096
BMO & Associates	62076	Reluxco International S.A.	62066
		The Vendôm Company Group S.A.	62112

Aircraft Solutions Lux XX S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2540 Luxembourg, 15, rue Edward Steichen.
R.C.S. Luxembourg B 186.862.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Le 24 novembre 2015.

Pour statuts coordonnés

Maître Jacques KESSELER

Notaire

Référence de publication: 2016069583/13.

(160033174) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 février 2016.

Alcentra Global Special Situations Luxembourg S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 47, avenue J.F. Kennedy.
R.C.S. Luxembourg B 141.163.

Les statuts coordonnés au 1^{er} février 2016 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Marc Loesch

Notaire

Référence de publication: 2016069584/11.

(160033359) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 février 2016.

fLAB fUNDS Sicav, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-2661 Luxembourg, 42, rue de la Vallée.
R.C.S. Luxembourg B 171.733.

EXTRAIT

Le Conseil d'Administration a décidé, par la signature d'une résolution circulaire datée du 5 février 2016, du changement d'adresse du siège social du Fonds.

A compter du 5 février 2016, le siège social du Fonds sera installé au 42, Rue de la Vallée, L-2661 Luxembourg.

Pour fLAB fUNDS Sicav

Référence de publication: 2016069572/12.

(160033436) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 février 2016.

Reluxco International S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2229 Luxembourg, 2-4, rue du Nord.
R.C.S. Luxembourg B 125.202.

L'an deux mil seize, le dix-sept février

Par-devant Nous, Maître Jean SECKLER, notaire de résidence à Junglinster, Grand-Duché de Luxembourg,

s'est réunie

l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la société anonyme dénommée «RELUXCO INTERNATIONAL S.A.» ayant son siège social à L-2229 Luxembourg, 2-4, rue du Nord, inscrite au R.C.S Luxembourg section B numéro 125.202, constituée aux termes d'un acte reçu par Maître Martine SCHAEFFER, notaire alors de résidence à Remich, Grand-Duché de Luxembourg en date du 14 février 2007, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, numéro 913, du 3 août 2009, et dont les statuts ont été modifiés suivant un acte reçu par:

- Maître Carlo WERSANDT, notaire de résidence à Luxembourg, au Grand-Duché de Luxembourg, en date du 5 mai 2009, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, numéro 1542 du 11 août 2009,

- Maître Carlo WERSANDT, notaire de résidence à Luxembourg, au Grand-Duché de Luxembourg, en date du 3 août 2009, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, numéro 1866 du 25 septembre 2009,

- Maître Martine SCHAEFFER, notaire de résidence à Luxembourg, au Grand-Duché de Luxembourg, en date du 22 novembre 2010, publié au Mémorial c n°93 du 18 janvier 2010.

L'assemblée est présidée par Monsieur Guy de MULLOT de VILLENAUT, administrateur de la Société, demeurant professionnellement à F-75009 Paris, 26, Boulevard des Capucines, France.

Le président désigne comme secrétaire Monsieur Claus BERING, employé privé, demeurant professionnellement à L-2229 Luxembourg, 2-4, rue du Nord.

L'assemblée appelle aux fonctions de scrutateur Monsieur Patrick J. FELIX, administrateur de la Société, demeurant professionnellement à F- 75009 Paris, 26, Boulevard des Capucines, France.

Le bureau ainsi constitué dresse la liste de présence, laquelle après avoir été signée par tous les actionnaires présents et les porteurs de procurations des actionnaires représentés, ainsi que par les membres du bureau et le notaire instrumentant, restera annexée à la présente minute avec laquelle elle sera soumise aux formalités de l'enregistrement.

Resteront pareillement annexées au présent acte les procurations des actionnaires représentés.

Le président déclare et demande au notaire d'acter ce qui suit:

I. Que suivant la liste de présence, tous les actionnaires, représentant l'intégralité du capital social souscrit, sont présents ou dûment représentés à la présente assemblée et qu'il a pu être fait abstraction aux formalités de convocation, qui peut en conséquence délibérer et décider valablement sur tous les points à l'ordre du jour.

II. Que Monsieur le Président constate expressément qu'en date de ce jour, l'assemblée générale ordinaire ayant approuvé les comptes au 31 décembre 2015, a décidé conformément à l'article 100 de la loi du 10 août 1915, de continuer l'activité de la société malgré les pertes dépassant plus de la moitié du capital social.

III. Que la présente assemblée a pour ordre du jour les points suivants:

1. Augmentation de capital de EUR 99.500.000,- par augmentation de la valeur nominale des actions existantes;
2. Réduction de capital de EUR 99.500.000,- par diminution de la valeur nominale des actions existantes.
3. Modification des statuts.
4. Divers.

Après délibération, l'assemblée a pris à l'unanimité des voix les résolutions suivantes:

Première résolution

L'assemblée décide d'augmenter le capital d'un montant de quatre-vingt-dix-neuf millions cinq cent mille euros (EUR 99.500.000,-), pour le porter de son montant actuel de sept cent trente mille euros (EUR 730.000,-) à cent millions deux cent trente mille euros (EUR 100.230.000,-), sans émission d'actions nouvelles, mais par la seule augmentation de la valeur nominale des actions existantes à treize mille sept cent trente virgule un trois six neuf neuf euros (13.730,13699-EUR), libérées par apport en numéraire de l'associé unique.

La somme de quatre-vingt-dix-neuf millions cinq cent mille euros (EUR 99.500.000,-), pour réaliser l'augmentation de capital ci-dessus, se trouve à la libre disposition de la Société, sur base certificat de blocage émis par la BGL BNP PARIBAS, tel qu'il en a été justifié au notaire instrumentant, qui le confirme expressément.

Deuxième résolution

L'assemblée décide de réduire le capital à concurrence de quatre-vingt-dix-neuf millions cinq cent mille euros (EUR 99.500.000,-) afin de ramener à nouveau le capital social souscrit de la société de son montant de cent millions deux cent trente mille euros (EUR 100.230.000,-) à sept cent trente mille euros (EUR 730.000,-) sans annulation d'actions, mais par la seule réduction de la valeur nominale des actions existantes actuellement fixé à treize mille sept cent trente virgule un trois six neuf neuf euros (13.730,13699- EUR), à son montant initial de cent euros (100,- EUR) chacune, en vue d'apurer une partie des pertes reportées au 31 décembre 2015 à concurrence du même montant de quatre-vingt-dix-neuf millions cinq cent mille euros (EUR 99.500.000,-) dans les conditions de l'article 69 (4) de la loi sur les sociétés.

La preuve de l'existence des pertes reportées par la société jusqu'à concurrence quatre-vingt-dix-neuf millions cinq cent mille euros (EUR 99.500.000,-) a été rapportée au notaire instrumentant par la production d'une situation de la société au 31 décembre 2015.

Troisième résolution

Suite aux résolutions qui précèdent, l'assemblée décide que le point trois (3) de l'ordre du jour est devenu sans objet, et qu'il n'y a pas lieu de procéder à une modification quelconque des statuts, car les articles concernés n'ont pas changé.

Clôture

Plus rien n'étant à l'ordre du jour, et plus personne ne demandant la parole, le président lève la séance.

Frais

Le montant des frais, coûts, honoraires et charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la société, suite à la présente augmentation de capital, est estimé à 8.250,- EUR.

DONT ACTE, fait et passé à Junglinster, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée aux comparants, tous connus du notaire instrumentant par noms, prénoms usuels, états et demeures, les comparants ont signé avec Nous, notaire, le présent acte.

Signé: Guy de MULLOT de VILLENAUT, Claus BERING, Patrick J. FELIX, Jean SECKLER.

Enregistré à Grevenmacher Actes Civils, le 19 février 2016. Relation GAC/2016/1268. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur (signé): G. SCHLINK.

Référence de publication: 2016069455/79.

(160032305) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 février 2016.

Luxembourg Investment Company 43 S.à.r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.501,00.

Siège social: L-2557 Luxembourg, 18, rue Robert Stümper.

R.C.S. Luxembourg B 195.062.

In the year two thousand and sixteen, on the eighteenth of February.

Before Us, Maître Jacques Kessler, notary residing in Pétange, Grand Duchy of Luxembourg.

THERE APPEARED:

Delivery Hero Holding GmbH, a limited liability company (gesellschaft mit beschränkter Haftung) established and existing under German laws, having its registered office at Mohrenstraße 60, 10117 Berlin, Germany and registered with the District Court of Berlin (Charlottenburg) under number HRB 135090;

here represented by Mrs. Sofia Afonso-Da Chao Conde, employee, with professional address at 13 route de Luxembourg, L-4761 Pétange, Grand Duchy of Luxembourg, by virtue of a proxy. The said proxy, signed *ne varietur* by the proxy holder of the appearing person and the undersigned notary, shall remain attached to the present deed to be filed with the registration authorities.

Such appearing person, represented as stated here above, has requested the undersigned notary to state that:

The appearing person is the sole shareholder of the private limited liability company established and existing in the Grand Duchy of Luxembourg under the name "Luxembourg Investment Company 43 S.à r.l." (hereinafter, the Company), with registered office at 18 rue Robert Stümper, L-2557 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, a share capital of twelve thousand five hundred Euro (EUR 12.500,00), registered with the Luxembourg Trade and Companies Register under number B 195062, established pursuant to a deed, dated January 12, 2015, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations under number 1010, dated April 16, 2015, and whose articles of association have not been amended since then.

Resolutions

I. The sole shareholder resolves to increase the Company's share capital by an amount of one Euro (EUR 1,00) to bring it from its current amount of twelve thousand five hundred Euro (EUR 12.500,00) to twelve thousand five hundred one Euro (EUR 12.501,00) by the creation and issuance of one (1) ordinary share with a nominal value of one Euro (EUR 1,00), vested with the same rights and obligations as the existing shares (the New Share).

II. The sole shareholder resolves to subscribe for the New Share, and to fully pay it up, by payment in the total amount of one hundred fifty million twenty-nine thousand three hundred twenty-seven Euro (EUR 150.029.327,00), in kind consisting in the contribution of twenty-two million seven hundred four thousand nine hundred thirty (22.704.930) shares, representing the entire share capital of OnlinePizza Norden AB, a limited liability company (Aktiebolag) established and existing under the laws of Sweden, having its registered address at, Kungsholmstorg 5, 112 21 Stockholm, Sweden and registered with the Swedish Companies Registration Office under number 556755-1527, and to allocate the remaining amount of one hundred fifty million twenty-nine thousand three hundred twenty-six Euro (EUR 150.029.326,00), to the Company's capital contribution account (compte d'apport en capitaux propres non rémunéré par des titres).

Proof of the existence and value of the contribution has been given by:

- i. a copy of the up-to-date shareholders' register of OnlinePizza Norden AB, prenamed;
- ii. a contribution declaration from the sole shareholder, annexed hereto;
- iii. minutes of the meeting of the board of managers of the Company dated February 18, 2016, annexed hereto.

III. Further to the above, the sole shareholder resolves to amend the first paragraph of article 6 of the Company's articles of association, which shall henceforth read as follows:

“ **Art. 6.** The company's corporate capital is fixed at EUR 12.501.- (twelve thousand five hundred one euro) represented by 12.501 (twelve thousand five hundred one) shares with a par value of EUR 1.- (one euro) each.“

Declaration

The undersigned notary, who understands and speaks English, states herewith that on request of the proxy holder of the appearing person, the present deed is worded in English, followed by a French version. On request of the appearing person and in case of divergences between the English and the French text, the English version shall be prevailing.

WHEREOF, the present deed was drawn up in Pétange, on the date first written above.

The document having been read to the proxy holder of the appearing person, who is known to the notary by her full name, civil status and residence, she signed together with Us, the notary, the present deed.

Suit la traduction française du texte qui précède:

L'an deux mille seize, le dix-huit février.

Par-devant Nous, Maître Jacques Kessler, notaire de résidence à Pétange, Grand-Duché de Luxembourg.

A COMPARU:

Delivery Hero Holding GmbH, une société à responsabilité limitée établie et existante sous les lois allemandes, ayant son siège social au Mohrenstraße 60, 10117 Berlin, Allemagne et enregistrée auprès de la cour du district de Berlin (Charlottenburg) sous le numéro HRB 135090,

ici représentée par Mme Sofia Afonso-Da Chao Conde, employée, ayant son adresse professionnelle au 13 route de Luxembourg, L-4761 Pétange, Grand-Duché de Luxembourg, en vertu d'une procuration. Laquelle procuration, après avoir été signée ne varietur par le mandataire du comparant et le notaire instrumentaire, demeurera annexée aux présentes pour être enregistrée avec elles.

Le comparant, représenté par son mandataire, a requis le notaire instrumentaire d'acter que:

Le comparant est l'associé unique de la société à responsabilité limitée établie dans le Grand-Duché de Luxembourg sous la dénomination «Luxembourg Investment Company 43 S.à r.l.» (ci-après, la Société), ayant son siège social au 18 rue Robert Stümper, L-2557 Luxembourg, Grand-Duché du Luxembourg, un capital social de douze mille cinq cents Euro (EUR 12.500,00) et immatriculée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg, sous le numéro B 195062, constituée par acte en date du 12 janvier 2015, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations sous le numéro 1010, en date du 16 avril 2015 et dont les statuts n'ont pas été modifiés depuis.

Résolutions

I. L'associé unique décide d'augmenter le capital social de la Société à hauteur d'un Euro (EUR 1,00) afin de le porter de son montant actuel de douze mille cinq cents Euro (EUR 12.500,00) à douze mille cinq cents un Euro (EUR 12.501,00) par la création et l'émission d'une (1) part sociale ordinaire d'une valeur nominale d'un Euro (EUR 1,00), jouissant des mêmes droits et obligations que les parts sociales existantes (la Nouvelle Part).

II. L'associé unique décide de souscrire à la Nouvelle Part, et de la libérer intégralement par paiement d'un montant total de cent cinquante millions vingt-neuf mille trois cent vingt-sept Euro (EUR 150.029.327,00), en nature consistant en l'apport de vingt-deux millions sept cent quatre mille neuf cent trente (22.704.930) actions, constituant la totalité du capital de OnlinePizza Norden AB, une société anonyme (Aktiebolag) établie et existante sous les lois suédoises, ayant son siège social au Kungsholmstorg 5, 112 21 Stockholm, Suède et enregistrée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Suède sous le numéro 556755-1527, et d'allouer les cent cinquante millions vingt-neuf mille trois cent vingt-six Euro (EUR 150.029.326,00) restants, au compte d'apport en capitaux propres non rémunéré par des titres de la Société.

La preuve de l'existence et de la valeur de l'apport a été donnée par:

- i. une copie du registre d'actionnaires de la société OnlinePizza Norden AB, prénommée;
- ii. une déclaration d'apport de l'associé unique, annexée aux présentes;
- iii. le procès-verbal de la réunion du conseil de gérance de la Société en date du 18 février 2016, annexée aux présentes.

III. En conséquence de l'apport, l'associé unique décide de modifier le paragraphe 1 de l'article 6 des statuts de la Société afin de lui donner la teneur suivante:

« **Art. 6.** Le capital social est fixé à EUR 12.501.- (douze mille cinq cent un euros) représenté par 12.501 (douze mille cinq cent une) parts sociales d'une valeur nominale de EUR 1.- (un euro) chacune.» Déclaration

Le notaire soussigné qui comprend et parle l'anglais, constate par les présentes qu'à la requête du mandataire de la personne comparante, le présent acte est rédigé en anglais suivi d'une version française. A la requête de la personne comparante et en cas de divergences entre le texte anglais et le texte français, la version anglaise fera foi.

DONT ACTE, fait et passé à Pétange, les jours, mois et an qu'en tête des présentes.

Lecture faite et interprétation donnée au mandataire de la personne comparante, connue du notaire par son nom et prénom, état et demeure, elle a signé avec Nous notaire, le présent acte.

Signé: Conde, Kessler.

Enregistré à Esch/Alzette Actes Civils, le 22 février 2016. Relation: EAC/2016/4376. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur (signé): Santioni A.

POUR EXPEDITION CONFORME

Référence de publication: 2016069355/103.

(160032424) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 février 2016.

Huawei Technologies Luxembourg SA, Société Anonyme.

Siège social: L-2540 Luxembourg, 13, rue Edward Steichen.

R.C.S. Luxembourg B 143.507.

—
Extrait du procès-verbal du conseil d'administration de la société tenu le 10 août 2014

Il résulte dudit procès-verbal que:

1. La démission de M. Wen XIN au 5 juin 2014 en tant que délégué à la gestion journalière a été acceptée.
2. M. Haosheng LIU, né le 5 juillet 1975 à Shanxi, Chine, résidant au 98, Cours Saint Michel, 1040 Etterbeek, Belgique a été nommé délégué à la gestion journalière de la Société pour une période de deux (2) ans à compter du 10 août 2014.

Luxembourg, le 19 février 2016.

Pour extrait conforme

Alex SCHMITT

Mandataire

Référence de publication: 2016069290/16.

(160032420) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 février 2016.

Allianz Infrastructure Norway Holdco I S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2450 Luxembourg, 14, boulevard F.D. Roosevelt.

R.C.S. Luxembourg B 196.221.

—
Les statuts coordonnés au 3 février 2016 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Marc Loesch

Notaire

Référence de publication: 2016069585/11.

(160033504) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 février 2016.

Ancaster International S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-1882 Luxembourg, 5, rue Guillaume Kroll.

R.C.S. Luxembourg B 138.105.

—
CLÔTURE DE LIQUIDATION

La liquidation volontaire de la société Ancaster International S.à r.l., décidée par acte du notaire Maître Martine Schaeffer en date du 15 juillet 2015, a été clôturée lors de l'assemblée générale ordinaire sous seing privé tenue en date du 15 février 2016.

Les livres et documents de la société seront conservés pendant cinq ans au siège social de la Société au 5, rue Guillaume Kroll, L-1882 Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 22 février 2016.

Référence de publication: 2016069593/16.

(160033533) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 février 2016.

Autoroutes AP S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1330 Luxembourg, 48, boulevard Grande-Duchesse Charlotte.

R.C.S. Luxembourg B 187.771.

—
Le Bilan et l'affectation du résultat au 31 March 2015 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 22 février 2015.

Marcus J. Dijkerman

Gérant B

Référence de publication: 2016069606/13.

(160032885) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 février 2016.

Avenue Asia (Luxembourg) S.à r.l., Société à responsabilité limitée de titrisation.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 25A, boulevard Royal.

R.C.S. Luxembourg B 141.225.

—
Extrait des résolutions de l'associé unique du 4 février 2016

L'associé unique de la Société a décidé comme suit:

- D'accepter la démission de Paul Clarke de son mandat de gérant de la Société avec effet au 1^{er} Janvier 2016.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour extrait sincère et conforme

Avenue Asia (Luxembourg) S.à r.l.

Signature

Un mandataire

Référence de publication: 2016069609/16.

(160032924) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 février 2016.

Avion Jet Leasing Lux S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2540 Luxembourg, 15, rue Edward Steichen.

R.C.S. Luxembourg B 180.940.

—
Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Le 24 novembre 2015.

Pour statuts coordonnés

Maître Jacques KESSELER

Notaire

Référence de publication: 2016069610/13.

(160033161) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 février 2016.

Adage Consulting S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-5612 Mondorf-les-Bains, 56, avenue François Clément.

R.C.S. Luxembourg B 85.742.

—
CLÔTURE LIQUIDATION

Par jugement rendu en date du 24 avril 2014, le Tribunal d'Arrondissement de et à Luxembourg, 6^{ème} chambre, siégeant en matière commerciale, après avoir entendu le juge commissaire en son rapport oral, le liquidateur et le Ministère Public en leurs conclusions, a déclaré closes pour insuffisance d'actif les opérations de liquidation de la société ADAGE CONSULTING S.à r.l. avec siège social à L-5612 Mondorf-les-Bains, 56 av François Clément, de fait inconnue à cette adresse.

Le jugement met les frais à charge du Trésor.

Pour extrait conforme

Maître Laurélia STEINMETZ

Le liquidateur

Référence de publication: 2016069616/16.

(160032950) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 février 2016.

Boston Luxembourg I S.à.r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: EUR 6.661.230,00.**

Siège social: L-1528 Luxembourg, 1-3, boulevard de la Foire.
R.C.S. Luxembourg B 169.975.

—
Extrait des résolutions prises lors de l'Assemblée Générale Extraordinaire du 16 février 2016

- La démission de Madame Andréa Pabst est acceptée, avec effet au 15 février 2016;
- Monsieur John Lhoest, né le 12 août 1984 à Huy (Belgique) résidant professionnellement au 23, rue Aldringen, L-1118 Luxembourg, est nommé comme nouveau gérant, avec effet au 15 février 2016, pour une durée indéterminée.

Fait à Luxembourg, le 16 février 2016.

Certifié sincère et conforme

Boston Luxembourg I S.à r.l.

Référence de publication: 2016069654/15.

(160033390) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 février 2016.

Bye-Bye II S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 3, boulevard Royal.
R.C.S. Luxembourg B 196.359.

—
CLÔTURE DE LIQUIDATION

Extrait des résolutions prises par l'assemblée générale extraordinaire de la société en date du 24 décembre 2015

Il résulte de l'assemblée générale extraordinaire de la Société du 24 décembre 2015 que l'actionnaire unique prononce la clôture de la liquidation de la Société.

Conformément à la décision de l'actionnaire unique de la Société la date d'effet de la liquidation volontaire a été fixée au 24 décembre 2015.

L'actionnaire unique décide que les registres et comptes sociaux ainsi que tout autre document sociaux ou comptables de la Société seront conservés au 3, boulevard Royal, L-2449 Luxembourg et ce, pendant une durée de cinq ans à compter de la date effective de la liquidation volontaire.

Senningerberg, le 22 février 2016.

Référence de publication: 2016069660/17.

(160032657) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 février 2016.

BCSP LU Sàrl, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-3372 Leudelange, 2, rue Jean Fischbach.
R.C.S. Luxembourg B 204.056.

—
STATUTEN

Im Jahre zweitausendsechzehn, am fünften Februar.

Vor dem unterzeichneten Notar Patrick SERRES, mit Amtssitz in Remich (Großherzogtum Luxemburg).

Ist erschienen:

Herr Markus BARTHOLOME, Kaufmann, wohnhaft in F-57910 Roth, 14, rue Principale (Frankreich).

Vorgenannte Partei hat den amtierenden Notar ersucht die Satzung einer von ihr zu gründenden Gesellschaft mit beschränkter Haftung wie folgt zu beurkunden:

Art. 1. Eine Gesellschaft mit beschränkter Haftung ist gegründet, der die nachstehende Satzung, sowie die diesbezügliche Gesetzgebung zu Grunde liegt.

Art. 2. Gegenstand der Gesellschaft sind:

- die Erbringung von Dienstleistungen (ohne Waffen) im Sicherheitsbereich;
- der Objekt- und Personenschutz (ohne Waffen);
- die Beratung in Sicherheitsfragen;
- die Erstellung von Sicherheitskonzepten;
- die Gestellung von Security-Personal (ohne Waffen) bei Veranstaltungen aller Art.

Die Gesellschaft kann alle Geschäfte tätigen, die direkt oder indirekt in Verbindung mit dem Gesellschaftszweck stehen.

Sie kann ihren Zweck direkt oder indirekt erfüllen, sei es in ihrem Namen oder für Dritte, allein oder in Verbindung mit anderen, bei der Erledigung aller Geschäfte, die zur Erreichung des genannten Zwecks, oder des Zwecks der Gesellschaften, deren Interessen sie vertritt, führen.

Die Gesellschaft kann sich an Geschäften sowohl im In- als auch im Ausland beteiligen, die einen ähnlichen Zweck verfolgen; sie kann weiterhin sämtliche handelsübliche, industrielle und finanzielle Operationen vornehmen, welche direkt oder indirekt auf dem Hauptzweck Bezug haben.

Art. 3. Die Gesellschaft wird auf unbestimmte Dauer errichtet.

Art. 4. Die Gesellschaft führt den Namen „BCSP LU S.à r.l.“.

Art. 5. Der Sitz der Gesellschaft ist in der Gemeinde Leudelange.

Durch einfachen Beschluss der Geschäftsführung kann der Gesellschaftssitz innerhalb der Gemeinde verlegt werden.

Die Geschäftsführung kann Zweigniederlassungen, Filialen, Agenturen oder administrative Büros sowohl im Großherzogtum Luxemburg als auch im Ausland errichten.

Art. 6. Das Stammkapital der Gesellschaft beträgt zwölftausendfünfhundert EURO (12.500.- EUR) eingeteilt in zweihundertfünfzig (250) Anteile von je fünfzig EURO (50.- EUR).

Art. 7. Das Gesellschaftskapital kann jederzeit erhöht oder herabgesetzt werden, unter den in Artikel 199 des Gesetzes über die Handelsgesellschaften festgesetzten Bedingungen.

Art. 8. Jeder Anteil ist proportional an den Aktiva und am Gewinn beteiligt.

Art. 9. Zwischen Gesellschaftern sind die Anteile frei übertragbar. Die Übertragung unter Lebenden von Gesellschaftsanteilen an Nichtgesellschafter bedarf der Genehmigung der Gesellschafterversammlung und mindestens fünfundsiebzig Prozent des Gesellschaftskapitals. Im Übrigen wird auf die Bestimmungen der Artikel 189 und 190 des Gesetzes vom 10. August 1915 über die Handelsgesellschaften verwiesen.

Art. 10. Tod, Entmündigung, Konkurs oder Zahlungsunfähigkeit des Gesellschafters lösen die Gesellschaft nicht auf.

Art. 11. Die Gesellschaft wird durch einen oder mehrere Geschäftsführer, Gesellschafter oder nicht, welche von der Gesellschafterversammlung ernannt werden, verwaltet.

Falls die Gesellschafterversammlung nicht anders bestimmt, haben der oder die Geschäftsführer die weitestgehenden Befugnisse um die Gesellschaftsangelegenheiten zu führen und die Gesellschaft im Rahmen des Gesellschaftszweckes zu verwalten.

Der oder die Geschäftsführer der Gesellschaft können zu jeder Zeit und auch ohne rechtmäßigen Grund von der Generalversammlung der oder des Gesellschafters abberufen werden.

Art. 12. Bei der Ausübung ihres Amtes gehen der oder die Geschäftsführer keinerlei persönliche Verpflichtungen ein. Als Beauftragte sind sie lediglich für die ordnungsgemäße Durchführung ihres Amtes verantwortlich.

Art. 13. Jeder Gesellschafter ist in der Generalversammlung stimmberechtigt. Er hat soviel Stimmen wie er Anteile besitzt und kann sich aufgrund einer Vollmacht an den Versammlungen rechtsgültig vertreten lassen.

Art. 14. Die Generalversammlung fasst ihre Beschlüsse mit einfacher Mehrheit. Beschlüsse über Satzungsänderungen kommen nur zustande, soweit sie von der Mehrheit der Gesellschafter, die drei Viertel des Kapitals vertreten, gefasst werden.

Art. 15. Das Geschäftsjahr beginnt am ersten Januar eines jeden Jahres und endet am einunddreißigsten Dezember desselben Jahres.

Art. 16. Am einunddreißigsten Dezember eines jeden Jahres erstellt die Geschäftsführung den Jahresabschluss.

Art. 17. Jeder Gesellschafter kann am Gesellschaftssitz Einsicht in den Jahresabschluss nehmen.

Art. 18. Fünf Prozent des Reingewinns werden der gesetzlichen Rücklage zugeführt bis diese zehn Prozent des Stammkapitals erreicht hat.

Der Saldo steht zur Verfügung der Gesellschafter.

Art. 19. Im Falle der Auflösung der Gesellschaft wird die Liquidation von einem oder mehreren von der Gesellschafterversammlung ernannten Liquidatoren, die keine Gesellschafter sein müssen, durchgeführt. Die Gesellschafterversammlung legt deren Befugnisse und Bezüge fest.

Art. 20. Wann, und so lang ein Gesellschafter alle Anteile besitzt, ist die Gesellschaft eine Einmanngesellschaft im Sinn von Artikel 179(2) des Gesetzes über die kommerziellen Gesellschaften; in diesem Fall finden unter anderem die Artikel 200-1 und 200-2 desselben Gesetzes Anwendung.

Art. 21. Für alle Punkte, die nicht in dieser Satzung festgelegt sind, verweist der Gründer auf die gesetzlichen Bestimmungen.

Übergangsbestimmung

Das erste Geschäftsjahr beginnt am heutigen Tag und endet am 31. Dezember 2016.

Zeichnung der Anteile

Alle zweihundertfünfzig (250) Anteile wurden gezeichnet von Herr Markus BARTHOLOME, vorgeannt.

Dieselben Anteile wurden voll in bar eingezahlt, so dass die Summe von zwölftausendfünfhundert EURO (12.500.- EUR) der Gesellschaft ab jetzt zur Verfügung steht, wie dies dem amtierenden Notar ausdrücklich bestätigt wurde.

Der unterzeichnete Notar hat festgestellt, dass die Bedingungen von Artikel 183 des Gesetzes über die Handelsgesellschaften erfüllt sind.

Kosten

Die der Gesellschaft aus Anlass ihrer Gründung anfallenden Kosten, Honorare und Auslagen betragen schätzungsweise eintausend einhundert Euro (1.100.- EUR).

Ausserordentliche Gesellschafterversammlung

Sodann fasst der Gesellschafter folgende Beschlüsse:

Erster Beschluss

Zum alleinigen Geschäftsführer wird ernannt auf unbestimmte Dauer:

Herr Markus BARTHOLOME, vorbenannt.

Die Gesellschaft ist in allen Angelegenheiten rechtsgültig verpflichtet durch die alleinige Unterschrift des Geschäftsführers.

Zweiter Beschluss

Die Anschrift der Gesellschaft lautet: L-3372 Leudelange, 2, rue Jean Fischbach.

Erklärung

Die erschienene Partei erklärt hiermit, dass sie selbst an den eingebrachten Vermögenswerten letztlich wirtschaftlich berechtigt ist und bestätigt dass die Gelder und Vermögenswerte nicht aus einer Straftat herrühren.

Belehrung

Der amtierende Notar hat die erschienene(n) Partei(en) darauf hingewiesen, dass vor der Ausübung der in Artikel 2 als Gesellschaftszweck bezeichneten Aktivitäten, die nötigen amtlichen Genehmigungen erteilt sein müssen, gemäß der aktuellen Gesetzgebung.

WORÜBER URKUNDE, Aufgenommen zu Remich, am Datum wie eingangs erwähnt.

Und nach Vorlesung an den Erschienenen, dem Notar nach Namen, gebräuchlichem Vornamen, Stand und Wohnort bekannt, hat derselbe mit Uns Notar gegenwärtige Urkunde unterschrieben.

Gezeichnet: M. BARTHOLOME, Patrick SERRES.

Enregistré à Grevenmacher Actes Civils, le 12 février 2016. Relation: GAC/2016/1144. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur (signé): G. SCHLINK.

Für gleichlautende Ausfertigung, zum Zwecke der Veröffentlichung im Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, erteilt.

Remich, den 22. Februar 2016.

Référence de publication: 2016069667/111.

(160032627) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 février 2016.

Beaufort Securitisation S.A., Société Anonyme de Titrisation.

Siège social: L-2163 Luxembourg, 32, avenue Monterey.

R.C.S. Luxembourg B 189.225.

Extrait des résolutions prises par l'assemblée générale des actionnaires et par le conseil d'administration tenus le 19 février 2016

L'assemblée générale prend acte de la démission de Monsieur Jean-Luc JOURDAN de ses fonctions d'administrateur et Président du conseil d'administration.

L'assemblée générale nomme Monsieur Albert SIGL, demeurant à D-45470 Mülheim an der Ruhr, 7, Bunsenstrasse à la fonction d'administrateur jusqu'à l'issue de l'assemblée générale statutaire à tenir en l'an 2019.

L'assemblée générale organise les pouvoirs de signature des administrateurs comme suit:

- Monsieur Albert SIGL pourra valablement engager la société par sa signature conjointe à la signature d'un autre administrateur

- Monsieur Yves STOCKLAUSEN pourra valablement engager la société par sa signature conjointe à la signature de Monsieur Albert SIGL

- Monsieur Claude SCHETTGEN pourra valablement engager la société par sa signature conjointe à la signature de Monsieur Albert SIGL

Le conseil d'administration élit Monsieur Yves STOCKLAUSEN à la fonction de Président du conseil d'administration jusqu'à l'issue de l'assemblée générale statutaire à tenir en l'an 2019.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2016069668/23.

(160032937) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 février 2016.

Beim Figaro S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-5532 Remich, 23, rue Enz.

R.C.S. Luxembourg B 26.725.

Extrait de l'assemblée générale extraordinaire du 11 février 2011

Se sont réunis les associés de la société à responsabilité limitée «BEIM FIGARO S.à r.l.», avec siège social à L-5532 Remich au 23, rue Enz et inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés à Luxembourg section B, sous le numéro B 26725 pour adopter les résolutions suivantes:

Première résolution:

Les associés décident de nommer Monsieur Steve SANNA, né le 7 novembre 1990 à Luxembourg, demeurant au 9, rue de la Sapinière à L-5571 Remich, comme gérant administratif à compter du 11 février 2011.

Deuxième résolution:

Les associés décident d'accorder un pouvoir de signature au gérant administratif: La société est valablement engagée en toutes circonstances par les signatures conjointes des deux gérants. Toutefois pour un montant inférieur à cent mille Euros (100 000,-Eur), la société est valablement engagée vis-à-vis des tiers par la seule signature du gérant administratif.

Plus rien ne figurant à l'ordre du jour, la séance est levée.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour la société

Madame Christiane KIEFFER / Monsieur Michel SANNA

Référence de publication: 2016069671/22.

(160033015) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 février 2016.

BHI Finance S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2320 Luxembourg, 69, boulevard de la Pétrusse.

R.C.S. Luxembourg B 195.583.

Extrait de la réunion du conseil d'administration en date du 8 février 2016

Le conseil d'administration a décidé de transférer le siège social de la Société du 10, rue Nicolas Adames, L-1114 Luxembourg au 69, boulevard de la Pétrusse, L-2320 Luxembourg avec effet au 8 février 2016.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2016069673/11.

(160033222) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 février 2016.

BM 17 S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2121 Luxembourg, 231, Val des Bons Malades.

R.C.S. Luxembourg B 132.160.

Il résulte du procès-verbal de l'Assemblée Générale Extraordinaire tenue sous seing privé en date du 22 février 2016 que:

- le siège social de la société a été fixé du 10, rue Antoine Jans, L-1820 Luxembourg au 231, Val des Bons Malades, L-2121 Luxembourg;

- M. David RAVIZZA a été révoqué de son mandat d'administrateur de la société, avec effet immédiat;

- la composition du Conseil d'Administration a été limitée à un membre et que M. Dario Valentino FORTE, entrepreneur, né à Genova, Italie, le 5 octobre 1968 et demeurant professionnellement à Via Pietro Donati n° 16, I-26013 Crema, Italie, en qualité d'administrateur unique de la société. Le mandat d'administrateur unique de M. Dario Valentino FORTE viendra à échéance à l'issue de l'Assemblée Générale Ordinaire qui se tiendra en 2017.

- la société SER.COM S.à r.l. a été révoquée de son mandat de commissaire aux comptes de la société avec effet immédiat.

- M. Marco RIES, réviseur d'entreprises, avec adresse professionnelle au 231, Val des Bons Malades, L-2121 Luxembourg, a été nommé en tant que commissaire aux comptes de la société. Son mandat viendra à échéance à l'issue de l'Assemblée Générale Ordinaire qui se tiendra en 2017.

Luxembourg, le 22 février 2016.

Pour extrait conforme

SG AUDIT Sàrl

Référence de publication: 2016069675/23.

(160033073) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 février 2016.

BMO & Associates, Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 18.600,00.

Siège social: L-1882 Luxembourg, 12D, Impasse Drosbach.

R.C.S. Luxembourg B 175.434.

Il est porté à la connaissance du Registre du Commerce et des Sociétés de Luxembourg et afin de mettre à jour les informations inscrites auprès de celui-ci:

- que l'adresse du Gérant de la société BMO & Associates S.àR.L. enregistrer sous le numéro RCS B175434 est située au 33, rue Emile Lavandier L-1924 Luxembourg.

Luxembourg, le 22 février 2016.

Pour BMO & ASSOCIATES

Référence de publication: 2016069676/14.

(160032625) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 février 2016.

Cartucho IP, Société Anonyme.

R.C.S. Luxembourg B 112.529.

CLÔTURE DE LIQUIDATION

Par jugement rendu en date du 19 novembre 2015, le Tribunal d'Arrondissement de et à Luxembourg, 6e chambre, siégeant en matière commerciale, après avoir entendu le juge commissaire en son rapport oral, le liquidateur et le Ministère Public en leurs conclusions, a déclaré closes pour absence d'actif les opérations de liquidation de la société CARTUCHO IP dont le siège social à L-1148 Luxembourg, 24 rue Jean L'Aveugle a été dénoncé en date du 25 mars 2008.

Ce même jugement a mis les frais à charge du Trésor.

Pour extrait conforme

Maître Laurélia STEINMETZ

Le liquidateur

Référence de publication: 2016069711/15.

(160033165) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 février 2016.

CP Properties 4 SCSp, Société en Commandite spéciale.

Siège social: L-1528 Luxembourg, 8A, boulevard de la Foire.

R.C.S. Luxembourg B 204.069.

STATUTES

Excerpts of the limited partnership agreement ("the Agreement") of CP Property 4 SCSP, a special limited partnership, executed on February 17th, 2016.

1. Partners who are jointly and severally liable. CP Property, a private limited liability company (société à responsabilité limitée) existing and incorporated under the laws of the Grand-Duchy of Luxembourg with its registered office located at 8A boulevard de la foire, L-1528 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, entered into the Luxembourg Trade and Companies Register under the number B186839, (the "General Partner").

2. Name, Partnership's Purpose, Registered Office, Financial Year.

2.1. Name:

The special limited partnership shall have the name: "CP Property 4 SCSp" (the Partnership").

2.2. Purpose:

The Partnership's purpose is to invest, acquire and take participations and interests, in any form whatsoever, in any kind of Luxembourg or foreign companies or entities and to acquire through participations, contributions, purchases, options or in any other way any securities, rights, interests, patents, trademarks and licenses or other property as the Partnership shall deem fit, and generally to hold, manage, develop, encumber, sell or dispose of the same, in whole or in part, for such consideration as the Partnership may think fit.

The Partnership may also enter into, assist or participate in any financial, commercial and other transactions, and grant to any company or entity associated in any way with the Partnership, in which the partnership has a direct or indirect financial or other interest, any assistance, loan, advance or guarantee, as well as borrow and raise money in any manner and secure the payment of any money borrowed.

The Partnership may use any techniques, legal means and instruments to manage its investments efficiently and protect itself against credit risks, currency exchange exposure, interest rate risks and other risks.

The Partnership may take any action and perform operation which is, directly or indirectly, related to its purpose in order to facilitate the accomplishment of such purpose.

The Partnership may (a) engage in such other activities as the General Partner deems necessary, advisable, convenient or incidental to the foregoing and (b) engage in any lawful acts or activities not inconsistent with the foregoing.

The Partnership may receive donations in kind or in cash from natural or legal persons, including the Partners.

2.3. Registered Office

The Partnership shall have its registered office at: 8A boulevard de la Foire, L-1528 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg

2.4. Financial Year

The financial year of the Partnership for the financial and Partnership accounting purposes shall be the calendar year starting from January 1 st and ending on December 31 st.

3. Designation of the manager and Signatory powers. The management, control and operation of and the determination of policy with respect to the Partnership and its investments and other activities shall be vested exclusively in the General Partner, which is hereby authorized and empowered on behalf and in the name of the Partnership and in its own name, if necessary or appropriate, but subject to the other provisions of this Agreement, to carry out any and all of the purposes of the Partnership and to perform all acts and enter into and perform all contracts and other undertakings that they may in their sole discretion deem necessary, advisable, convenient or incidental thereto.

All powers not expressly reserved to the Limited Partner by the Law or the Agreement fall within the competence of the General Partner, who has all powers to carry out and approve all acts and operations consistent with the object of the Partnership.

The Partnership shall be bound by the sole signature of the General Partner, or in case of plurality of General Partners, by the sole signature of any General Partner or by the sole signature of any person to whom the power to sign on behalf of the Partnership has been validly delegated by the General Partner (s).

The General Partner may at any time appoint one or several ad hoc agent(s) to perform specific tasks. The General Partner will determine the powers and remuneration (if any) of such agent(s), the duration of the period of representation and any other relevant condition of the agency. The agent(s) so appointed are in any case revocable ad nutum by decision of the General Partner (s).

On any matter involving a conflict of interest or a potential conflict of interest of which the General Partner or its affiliates are aware, the General Partner will be guided by its good faith judgment as to the best interests of the Partnership and shall take such actions as are determined by the General Partner, as the case may be, to be necessary or appropriate to ameliorate such conflicts of interest.

The General Partner will report on the results of its management and administration to the Partners.

4. Date on which the Partnership commences and Date on which it ends. . The Partnership is formed for an unlimited period of time.

Suit la traduction en français du texte qui précède:

Extrait du contrat social ("l'Accord") de CP Property 4 SCSp, société en commandite spéciale, signé en date du 17 février 2016.

1. Associés Commandités tenus conjointement et solidairement responsables. CP Property, une société à responsabilité limitée, constituée et régie par le droit luxembourgeois, ayant son siège social sis au 8A boulevard de la foire, L-1528 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, immatriculée au Registre de Commerce et Sociétés no. B186839, («l'Associé Commandité»).

2. Dénomination, Objet social, Siège social et Exercice social.

2.1. Dénomination

La dénomination de la société en commandite spéciale est: «CP Property 4 SCSp» (la «Société»)

2.2. Objet social

L'objet de la Société est d'investir, d'acquérir et de prendre des participations et intérêts, sous quelque forme que ce soit, dans tout type de société au Luxembourg ou à l'étranger, et d'acquérir par souscriptions, contributions, achats, options ou de toute autre manière tous titres, droits, intérêts, brevets, marques et licences ou d'autres biens que la Société jugera approprié, et plus généralement de les détenir, gérer, développer, grever, vendre ou disposer, en tout ou en partie, pour la contrepartie que la Société peut juger appropriée.

La Société peut également conclure, assister ou participer à toutes opérations financières, commerciales et autres, et accorder à toute société ou entité associée sous toute forme avec la Société, dans lequel la Société a un intérêt financier ou autre, direct ou indirect, toute assistance, prêt, avance ou garantie, ainsi qu'emprunter et recueillir des fonds de quelque manière que ce soit et garantir le paiement de toute somme empruntée.

La Société peut employer toutes techniques, moyens légaux et instruments en vue de gérer efficacement ses investissements et de se protéger contre les créanciers, fluctuations monétaires, fluctuations de devises, taux d'intérêt et autres risques.

La Société peut prendre toutes mesures et accomplir toutes opérations qui sont, directement ou indirectement, liée à son objet social, afin de faciliter la réalisation de cet objet.

La Société peut (a) s'engager dans d'autres activités que l'Associé Commandité juge nécessaire, souhaitable, pratique ou accessoires à ce qui précède et (b) accomplir tout acte légal ou activités n'étant pas incompatibles avec ce qui précède.

La Société peut recevoir des dons en nature ou en espèces auprès de personnes physiques ou morales, y compris par les Associés.

2.3. Siège social

Le siège social de la Société est fixé au, 8A boulevard de la Foire, L-1528 Luxembourg Grand-Duché de Luxembourg

2.4. Exercice social

L'exercice social de la Société commence le 1^{er} janvier de chaque année et se termine le 31 décembre de la même année.

3. Désignation des gérants et pouvoir de signature. La gestion, le contrôle, le fonctionnement de la Société et la détermination des politiques d'investissements et autres activités de la Société sont exclusivement exercés par l'Associé Commandité, qui est autorisé et habilité à agir au nom et pour le compte de la Société et en son nom propre si nécessaire ou approprié, mais sous réserve de respecter les autres dispositions du présent Accord, de procéder à la réalisation de tous les objectifs de la Société et d'effectuer tout acte et conclure et exécuter tous les contrats et autres engagements que l'Associé Commandité peut à sa seule discrétion juger nécessaire, souhaitable, pratique ou accessoire.

Tous les pouvoirs non expressément réservés à l'Associé Commanditaire par la loi ou par l'Accord relèvent de la compétence de l'Associé Commandité, qui a tous les pouvoirs pour effectuer et approuver tous actes et opérations conformément à l'objet de la Société.

La Société est engagée par la seule signature de l'Associé Commandité, ou en cas de pluralité d'Associés Commandités, par la seule signature de tout Associé Commandité ou par la seule signature de toute personne à qui le pouvoir de signer au nom de la Société a été valablement délégués par le/les Associé(s) Commandité(s).

L'Associé Commandité peut à tout moment nommer un ou plusieurs agents ad hoc(s) pour effectuer des tâches spécifiques. L'Associé Commandité déterminera les pouvoirs et la rémunération (le cas échéant) de cet/ces agent(s), la durée de la période de représentation et de toute autre condition pertinente de la délégation. L'/les agent(s) ainsi désigné est/sont dans tous les cas révocable(s) ad nutum par décision de l'Associé(s) Commandité(s).

Sur toute question impliquant un conflit d'intérêt ou un risque de conflit d'intérêt dont l'Associé Commandité ou ses affiliés ont connaissance, l'Associé Commandité sera guidé par un jugement de bonne foi dans le meilleur intérêt de la Société et devra prendre les actions que l'Associé Commandité déterminera, selon le cas, nécessaires ou appropriées pour éliminer ce conflit d'intérêt.

L'Associé Commandité fera un rapport sur le résultat de sa gestion et de son administration à aux Associés.

4. Date de création de la Société et de son terme. La Société est créée pour une durée indéterminée.

Référence de publication: 2016069729/118.

(160033234) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 février 2016.

Dundee International (Luxembourg) Holdings S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2557 Luxembourg, 9A, rue Robert Stumper.

R.C.S. Luxembourg B 160.396.

Les statuts coordonnés au 1^{er} février 2016 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Marc Loesch

Notaire

Référence de publication: 2016069751/11.

(160033324) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 février 2016.

Curzon Finance S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2530 Luxembourg, 4a, rue Henri M. Schnadt.

R.C.S. Luxembourg B 122.516.

In the year two thousand and sixteen, on the fourth day of February.

Before Us Maître Jean-Joseph WAGNER, notary residing in Sanem, Grand Duchy of Luxembourg.

THERE APPEARED

THE CIT REAL ESTATE LIMITED PARTNERSHIP, a limited partnership incorporated in England (registered number LP8682) and whose registered office is at 11-14 Grafton Street, London, W1S 4EW, England, acting through its General Partner CIT (GP) LIMITED, here represented by Linda HARROCH, lawyer, residing in Howald, Luxembourg, by virtue of a proxy, given on 10th December 2015.

FRIENDS FIRST MANAGED PENSION FUNDS LIMITED, an entity incorporated in Ireland (registered number 78553) and whose registered office is at Friends First House, Cherrywood Science and Technology Park, Loughlinstown, Co. Dublin, Ireland, here represented by Linda HARROCH, previously named, Luxembourg, by virtue of a proxy,

CURZON INVESTORS LIMITED, an entity incorporated in the British Virgin Islands (registered number 1378681) and whose registered office is at PO Box 3175, Road Town, Tortola, The British Virgin Islands, here represented by Linda HARROCH, previously named, Luxembourg, by virtue of a proxy, given on 21st December 2015.

THE CIT REAL ESTATE LIMITED PARTNERSHIP - PARALLEL FUND 1 L.P., a limited partnership incorporated in England (registered number LP11064) and whose registered office is at 11-14 Grafton Street, London, W1S 4EW, England, acting through its General Partner CIT (GP) LIMITED, here represented by Linda HARROCH, previously named, Luxembourg, by virtue of a proxy, given on 10th December 2015.

THE CIT REAL ESTATE LIMITED PARTNERSHIP - PARALLEL FUND 2 L.P., a limited partnership incorporated in England (registered number LP11065) and whose registered office is at 11-14 Grafton Street, London, W1S 4EW, England, acting through its General Partner CIT (GP) LIMITED, here represented by Linda HARROCH, previously named, Luxembourg, by virtue of a proxy, given on 10th December 2015.

THE CIT REAL ESTATE LIMITED PARTNERSHIP - PARALLEL FUND 3 L.P., a limited partnership incorporated in England (registered number LP11066) and whose registered office is at 11-14 Grafton Street, London, W1S 4EW, England, acting through its General Partner CIT (GP) LIMITED, here represented by Linda HARROCH, previously named, Luxembourg, by virtue of a proxy, given on 10th December 2015.

THE ARAB FUND FOR ECONOMIC AND SOCIAL DEVELOPMENT, an entity incorporated in the State of Kuwait and whose registered office is at Arab Organisation Headquarters Building, Airport Road, Shuwaikh, Kuwait, State of Kuwait, here represented by Linda HARROCH, previously named, Luxembourg, by virtue of a proxy, given on 22th December 2015.

The said proxies, initialled ne varietur by the proxyholder of the appearing parties and the notary, will remain annexed to the present deed to be filed at the same time with the registration authorities.

Such appearing parties are the shareholders of CURZON FINANCE S.à r.l. (the «Company»), a société à responsabilité limitée incorporated and existing under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, registered with the Luxembourg Trade and Companies Register under the number B 122.516, having its registered office at 4a, Rue Henri Schnadt, L-2530 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, incorporated pursuant to a deed of the undersigned notary on 11 December 2006, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations (the “Memorial C”) number 135, page 6471 dated 7 February 2007. The articles of incorporation of the Company have been amended for the last time pursuant to a notarial deed on 19 November 2007, published in the Memorial C dated 29 January 2008, number 237, page 11348.

The appearing parties representing the whole corporate capital require the notary to act the following resolutions:

First resolution

The shareholders decide to dissolve and to put the Company into liquidation as of the date of the present deed.

Second resolution

The shareholders decide to appoint, as liquidator of the Company, SERVICAC S.à r.l., a société à responsabilité limitée incorporated and existing under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, registered with the Luxembourg Trade and Companies Register under the number B 161.446, having its registered office at 4 rue Jean-Pierre Probst L - 2352 Luxembourg.

Third resolution

The shareholders decide that the liquidator shall receive the powers and compensations as determined hereafter.

The liquidator has the broadest powers as provided for by articles 144 to 148 bis of the law of August 10, 1915 on commercial companies, as amended (the "1915 Law").

The liquidator may accomplish all the acts provided for by article 145 of the 1915 Law, without requesting the authorization of the general meeting in the cases in which it is requested.

The liquidator may exempt the registrar of mortgages from proceeding with any automatic registration; renounce all in rem rights, preferential rights, mortgages, actions for rescission; remove any attachment, with or without payment of all the preferential or mortgaged registrations, transcriptions, attachments, oppositions or other encumbrance.

The liquidator is relieved from inventory and may refer to the accounts of the Company.

The liquidator may, under his responsibility, for special or specific operations, delegate to one or more proxies such part of its powers it determines and for the period it will fix.

The liquidator may distribute the Company's assets to the sole shareholder in cash or in kind to its willingness.

Nothing else being on the agenda, and nobody rising to speak, the meeting is closed.

The undersigned notary who understands and speaks English, states herewith that at the request of the appearing person, the present deed is worded in English, followed by a French version, at the request of the same appearing person, and in case of divergences between the English and the French texts, the English version will be preponderant;

Whereof, the present notarial deed was prepared in Luxembourg, on the day mentioned at the beginning of this document.

The document having been read to the appearing person, known to the notary by her name, first name, civil status and residence, said appearing person signed together with the notary the present deed.

Suit la traduction en français du texte qui précède

L'an deux mille seize, le quatre février.

Par-devant Nous Maître Jean-Joseph WAGNER, notaire de résidence à Sanem, Grand-Duché de Luxembourg,

ONT COMPARU

THE CIT REAL ESTATE LIMITED PARTNERSHIP, une société constituée et existant selon les lois d'Angleterre (immatriculée sous le numéro LP8682) et dont le siège social est au 11-14 Grafton Street, Londres, W1S 4EW, Angleterre, agissant par son General Partner CIT (GP) LIMITED, ici représentée par Madame Linda Harroch, avocat, demeurant à Luxembourg, en vertu d'une procuration sous seing privé donnée le 10 décembre 2015.

FRIENDS FIRST MANAGED PENSION FUNDS LIMITED, une société constituée et existant selon les lois d'Irlande (immatriculée sous le numéro 78553) et dont le siège social est à Friends First House, Cherrywood Science and Technology Park, Loughlinstown, Co. Dublin, Irlande, ici représentée par Madame Linda Harroch, prénommée, en vertu d'une procuration sous seing privé.

CURZON INVESTORS LIMITED, une société constituée et existant selon les lois des Iles Vierges Britanniques (immatriculée sous le numéro 1378681) et dont le siège social est à PO Box 3175, Road Town, Tortola, Iles Vierges Britanniques, ici représentée par Madame Linda Harroch, prénommée, en vertu d'une procuration sous seing privé donnée le 21 décembre 2015.

THE CIT REAL ESTATE LIMITED PARTNERSHIP - PARALLEL FUND 1 L.P., une société constituée et existant selon les lois d'Angleterre (immatriculée sous le numéro LP11064) et dont le siège social est à 11-14 Grafton Street, Londres, W1S 4EW, Angleterre, agissant par son General Partner CIT (GP) LIMITED, ici représentée par Madame Linda Harroch, prénommée, en vertu d'une procuration sous seing privé donnée le 10 décembre 2015.

THE CIT REAL ESTATE LIMITED PARTNERSHIP - PARALLEL FUND 2 L.P., une société constituée et existant selon les lois d'Angleterre (immatriculée sous le numéro LP11065) et dont le siège social est à 11-14 Grafton Street, Londres, W1S 4EW, Angleterre, agissant par son General Partner CIT (GP) LIMITED, ici représentée par Madame Linda Harroch, prénommée, en vertu d'une procuration sous seing privé donnée le 10 décembre 2015.

THE CIT REAL ESTATE LIMITED PARTNERSHIP - PARALLEL FUND 3 L.P., une société constituée et existant selon les lois d'Angleterre (immatriculée sous le numéro LP11066) et dont le siège social est à 11-14 Grafton Street, Londres, W1S 4EW, Angleterre, agissant par son General Partner CIT (GP) LIMITED, ici représentée par Madame Linda Harroch, prénommée, en vertu d'une procuration sous seing privé donnée le 10 décembre 2015.

THE ARAB FUND FOR ECONOMIC AND SOCIAL DEVELOPMENT, une société constituée et existant selon les lois du Koweït et dont le siège social est à Arab Organisation Headquarters Building, Airport Road, Shuwaikh, Koweït, Etat du Koweït, ici représentée par Madame Linda Harroch, prénommée, en vertu d'une procuration sous seing privé donnée le 22 décembre 2015.

Les procurations signées ne varient par la mandataire de la partie comparante et par le notaire soussigné resteront annexées au présent acte pour être soumise avec lui aux formalités de l'enregistrement.

Laquelle partie comparante est l'associée unique de CURZON FINANCE S.à r.l. (la «Société»), une société à responsabilité limitée constituée et existant selon les lois du Grand-Duché de Luxembourg, enregistrée auprès du Registre de

Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 122.516, ayant son siège social au 4a, Rue Henri Schnadt, L-2530 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, constituée suivant acte reçu par-devant le notaire soussigné en date du 24 octobre 2005, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations (le «Mémorial C») numéro 1251, page 60007 en date du 22 novembre 2005. Les statuts de la Société ont été amendés en dernier lieu suivant acte notarié en date du 21 décembre 2005, publié au Mémorial C en date du 31 mars 2006, numéro 668, page 32048.

Laquelle partie comparante, représentant l'intégralité du capital social, a requis le notaire instrumentant d'acter les résolutions suivantes:

Première résolution

Les associés décident de dissoudre et de mettre la Société en liquidation en date du présent acte.

Deuxième résolution

Les associés décident de nommer en tant que liquidateur, SERVICAC S.à r.l., une société à responsabilité limitée constituée et existant selon les lois du Grand-Duché de Luxembourg, enregistrée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 161.446, ayant son siège social au 4 rue Jean-Pierre Probst L-2352 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg.

Troisième résolution

Les associés décident que le liquidateur recevra les pouvoirs et rémunérations comme déterminés ci-après.

Le liquidateur a les pouvoirs les plus étendus ainsi que prévu aux articles 144 à 148 bis de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, telle que modifiée (la «Loi de 1915»).

Le liquidateur peut accomplir tous les actes visés à l'article 145 de la Loi de 1915, sans demander l'autorisation de l'assemblée générale dans les cas où cette autorisation serait requise.

Le liquidateur peut exempter le registre des hypothèques de faire une inscription automatique; renoncer à tous les droits réels, droits préférentiels, hypothèques, actions en rescision; enlever les charges, avec ou sans paiement de toutes les inscriptions préférentielles ou hypothécaires, transcriptions, charges, oppositions ou autres empêchements.

Le liquidateur n'a pas à faire l'inventaire et peut se référer aux comptes de la Société.

Le liquidateur pourra, sous sa responsabilité, pour des opérations spéciales ou spécifiques, déléguer à un ou plusieurs mandataires une partie de ses pouvoirs dans une étendue et pour une durée qu'il fixera.

Le liquidateur pourra distribuer les actifs de la Société à l'associé unique en numéraire ou en nature selon sa volonté.

Plus rien n'étant à l'ordre du jour et personne ne prenant la parole, l'assemblée est close.

Le notaire soussigné qui comprend et parle anglais déclare qu'à la demande du comparant le présent acte est dressé en langue anglaise suivi d'une traduction française. A la demande de cette même personne et en cas de divergences entre le texte anglais et le texte français, la version anglaise fera foi.

Dont acte, en foi de quoi, le présent document a été préparé à Luxembourg, à la date donnée en tête.

Le document ayant été lu au comparant, connu du notaire par son nom, prénom, état civil et domicile, le comparant a signé avec le notaire, le présent acte.

Signé: L. HARROCH, J.J. WAGNER.

Enregistré à Esch-sur-Alzette A.C., le 5 février 2016. Relation: EAC/2016/3374. Reçu douze Euros (12.- EUR).

Le Receveur (signé): SANTIONI.

Référence de publication: 2016069736/146.

(160033155) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 février 2016.

DW Value Lux I S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 125.000,00.

Siège social: L-1882 Luxembourg, 5, rue Guillaume Kroll.

R.C.S. Luxembourg B 201.127.

—
In the year two thousand and fifteen, on the thirty-first day of December,
before Maître Jacques Kessler, notary residing in Pétange, Grand Duchy of Luxembourg,

THERE APPEARED:

DW Value Master Fund, Ltd., an exempted limited company incorporated under the laws of Cayman Islands, with registered office at c/o Maples Corporate Services Limited, PO Box 309, Ugland House, Grand Cayman KY1-1104, Cayman Islands, and registered with the Cayman Islands trade and companies register under number MC-260387 (the Sole Shareholder),

represented by Mrs Sofia AFONSO-DA CHAO CONDE, employee, residing professionally in Pétange, by virtue of a power of attorney given under private seal.

Such power of attorney, after having been signed *ne varietur* by the attorney-in-fact of the Sole Shareholder and the undersigned notary, shall remain attached to the present deed for registration purposes.

The Sole Shareholder requests the undersigned notary to record the following:

I. The Sole Shareholder holds all the shares in DW Value Lux I S.à r.l., a private limited liability company (*société à responsabilité limitée*) incorporated under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg with share capital of EUR 12,500 (twelve thousand five hundred euros), having its registered office at 5 rue Guillaume Kroll, L-1882 Luxembourg and being registered with the Luxembourg trade and companies register under number B 201127 (the Company). The Company was incorporated on 16 October 2015 pursuant to a deed of Maître Jacques Kessler, which deed has not been published yet in the *Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations*. The articles of association of the Company (the Articles) have not been amended.

II. The Sole Shareholder exercises the powers of the general meeting of the shareholders of the Company in accordance with article 200-2 of the act of 10 August 1915 on commercial companies, as amended.

III. The Sole Shareholder wishes to pass resolutions on the following items:

(1) increase of the share capital of the Company by an amount of EUR 112,500 (one hundred twelve thousand five hundred Euros) in order to bring the share capital of the Company from its present amount to the amount of EUR 125,000 (one hundred twenty-five thousand Euros) by way of issuance of 11,250 (eleven thousand two hundred fifty) ordinary shares of the Company, 11,250 (eleven thousand two hundred fifty) class A shares of the Company, 11,250 (eleven thousand two hundred fifty) class B shares of the Company, 11,250 (eleven thousand two hundred fifty) class C shares of the Company, 11,250 (eleven thousand two hundred fifty) class D shares of the Company, 11,250 (eleven thousand two hundred fifty) class E shares of the Company, 11,250 (eleven thousand two hundred fifty) class F shares of the Company, 11,250 (eleven thousand two hundred fifty) class G shares of the Company, 11,250 (eleven thousand two hundred fifty) class H shares of the Company and 11,250 (eleven thousand two hundred fifty) class I shares of the Company, with a nominal value of EUR 1 (one Euro) each (the New Shares);

(2) subscription to, and payment in full of, the New Shares;

(3) subsequent amendment of article 5.1 of the Articles in order to reflect the above-mentioned changes;

(4) amendment of articles 15.2 of the Articles in order to amend the dividend rights of each class of share of the Company; and

(5) miscellaneous.

IV. The Sole Shareholder takes the following resolutions:

First resolution

The Sole Shareholder resolves to increase the share capital of the Company by an amount of EUR 112,500 (one hundred twelve thousand five hundred Euros) in order to bring the share capital of the Company from its present amount to the amount of EUR 125,000 (one hundred twenty-five thousand Euros) by way of issuance of the New Shares.

Subscription - Payment

The Sole Shareholder hereby subscribes to the New Shares and fully pays them up by way of a contribution in kind consisting of 1,470 (one thousand four hundred seventy) class A ordinary shares and 1,530 (one thousand five hundred thirty) class B ordinary shares issued by DW Value Ireland DAC with a par value of EUR 0.01 (one Euro cent) each, representing an aggregate amount of EUR 264,004.71 (two hundred sixty-four thousand four Euros and seventy-one cents) (the Contribution).

The value of the Contribution is allocated as follows:

(i) an amount of EUR 112,500 (one hundred twelve thousand five hundred Euros) is allocated to the share capital account of the Company; and

(ii) an amount of EUR 151,504.71 (one hundred fifty-one thousand five hundred four Euros and seventy-one cents) is allocated to the share premium account of the Company.

The valuation of the Contribution is supported by a certificate issued by the Company and the Sole Shareholder (the Certificate) which confirms *inter alia* that the value of the Contribution is at least equal to EUR 264,004.71 (two hundred sixty-four thousand four Euros and seventy-one cents).

A copy of the Certificate, after being signed *ne varietur* by the attorney-in-fact of the Sole Shareholder and the notary, will remain attached to this deed to be submitted with it to the registration formalities.

Second resolution

The Sole Shareholder resolves to amend article 5 of the Articles in order to reflect the increase of the share capital and the issuance of the New Share. It shall now read as follows:

" 5.1. The Company's corporate capital is set at EUR 125,000 (one hundred twenty-five thousand euros) represented by:

12,500 (twelve thousand five hundred) ordinary shares (the Ordinary Shares);

12,500 (twelve thousand five hundred) class A shares (the Class A Shares);
12,500 (twelve thousand five hundred) class B shares (the Class B Shares);
12,500 (twelve thousand five hundred) class C shares (the Class C Shares);
12,500 (twelve thousand five hundred) class D shares (the Class D Shares);
12,500 (twelve thousand five hundred) class E shares (the Class E Shares);
12,500 (twelve thousand five hundred) class F shares (the Class F Shares);
12,500 (twelve thousand five hundred) class G shares (the Class G Shares);
12,500 (twelve thousand five hundred) class H shares (the Class H Shares); and
12,500 (twelve thousand five hundred) class I shares (the Class I Shares),

each having a nominal value of EUR 1 (one euro) and having their rights and obligations as set out in these Articles (the Shares). The Ordinary Shares, the Class A Shares, the Class B Shares, the Class C Shares, the Class D Shares, the Class E Shares, the Class F Shares, the Class G Shares, the Class H Shares and the Class I Shares are collectively referred to as the Classes of Shares, each being a Class of Share. Each Share has been subscribed and fully paid-up.”

Third resolution

The Sole Shareholder resolves to amend article 15.2 of the Articles in order to amend the dividend rights of each class of share of the Company. It shall now read as follows:

“ **15.2.** Each Share carries one vote and ranks *pari passu* with every other share but gives its holder a different right to dividend for each financial year, as follows and as described in Article 15.3:

the Class A Shares give their holders the right to receive dividend distributions with respect to the given year in an amount of 1% of the nominal value of the Class A Shares held by them;

the Class B Shares give their holders the right to receive dividend distributions with respect to the given year in an amount of 2% of the nominal value of the Class B Shares held by them;

the Class C Shares give their holders the right to receive dividend distributions with respect to the given year in an amount of 3% of the nominal value of the Class C Shares held by them;

the Class D Shares give their holders the right to receive dividend distributions with respect to the given year in an amount of 4% of the nominal value of the Class D Shares held by them;

the Class E Shares give their holders the right to receive dividend distributions with respect to the given year in an amount of 5% of the nominal value of the Class E Shares held by them;

the Class F Shares give their holders the right to receive dividend distributions with respect to the given year in an amount of 6% of the nominal value of the Class F Shares held by them;

the Class G Shares give their holders the right to receive dividend distributions with respect to the given year in an amount of 7% of the nominal value of the Class G Shares held by them;

the Class H Shares give their holders the right to receive dividend distributions with respect to the given year in an amount of 8% of the nominal value of the Class H Shares held by them; and

the Class I Shares give their holders the right to receive dividend distributions with respect to the given year in an amount of 9% of the nominal value of the Class I Shares held by them.”

The undersigned notary who understands and speaks English, states herewith that on request of the attorney-in-fact of the Sole Shareholder, the present deed is worded in English followed by a French version. At the request of the attorney-in-fact of the Sole Shareholder, it is stated that, in case of discrepancies between the English and the French texts, the English version shall prevail.

Whereof, the present notarial deed was drawn up in Pétange on the day stated at the beginning of this document.

The document having been read to the attorney-in-fact of the Sole Shareholder, who is known to the notary by their surname, first name, civil status and residence, the attorney-in-fact of the Sole Shareholder signs together with us, the notary, the present original deed.

Suit la version française du texte qui précède:

L'an deux mille quinze, le trente-et-unième jour du mois de décembre,
par-devant Maître Jacques Kessler, notaire de résidence à Pétange, Grand Duché du Luxembourg.

COMPARAIT

DW Value Master Fund, Ltd., un exempted limited company constitué selon les lois des Iles Cayman, ayant son siège social au Maples Corporate Services, Limited, P.O. Box 309, Ugland House, Grand Cayman, KY1-1104, les Iles Caymans, et immatriculée auprès du registre de commerce et des sociétés des Iles Cayman au numéro MC-260387 (l'Associé Unique), représenté par Madame Sofia AFONSO-DA CHAO CONDE, employée, demeurant professionnellement à Pétange, en vertu d'une procuration octroyée sous seing privé.

La procuration, après avoir été paraphée ne varietur par le mandataire de l'Associé Unique et le notaire soussigné, restera annexée au présent acte pour être soumise avec lui aux formalités de l'enregistrement.

L'Associé Unique demande au notaire soussigné d'acter ce qui suit:

I. L'Associé Unique détient l'intégralité des parts sociales de DW Value Lux I S. à r.l., une société à responsabilité limitée de droit luxembourgeois, ayant un capital social de EUR 12.500 (douze mille cinq cent euros), ayant son siège social au 5, Rue Guillaume Kroll, L-1882 Luxembourg, et immatriculée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés sous le numéro B 201127 (la Société). La Société a été constituée le 16 octobre 2015 par un acte de Maître Francis Kessler, lequel acte n'a pas encore été publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations. Les statuts de la Société (les Statuts) n'ont jamais été modifiés.

II. L'Associé Unique exerce les pouvoirs de l'assemblée générale des associés de la Société, conformément à l'article 200-2 de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, telle que modifiée.

III. L'Associé Unique souhaite adopter les résolutions suivantes:

(1) augmentation du capital social de la Société d'un montant de 112.500 EUR (cent douze mille cinq cent euros) afin de porter le capital social de la Société de son montant actuel au montant de 125.000 EUR (cent vingt-cinq mille euros) par l'émission de 11.250 (onze mille deux cent cinquante) parts sociales ordinaires, 11.250 (onze mille deux cent cinquante) parts sociales de catégorie A de la Société, 11.250 (onze mille deux cent cinquante) parts sociales de catégorie B de la Société, 11.250 (onze mille deux cent cinquante) parts sociales de catégorie C de la Société, 11.250 (onze mille deux cent cinquante) parts sociales de catégorie D de la Société, 11.250 (onze mille deux cent cinquante) parts sociales de catégorie E de la Société, 11.250 (onze mille deux cent cinquante) parts sociales de catégorie F de la Société, 11.250 (onze mille deux cent cinquante) parts sociales de catégorie G de la Société, 11.250 (onze mille deux cent cinquante) parts sociales de catégorie H de la Société, 11.250 (onze mille deux cent cinquante) parts sociales de catégorie I de la Société, avec une valeur nominale de 1 EUR (un euro) chacune (les Nouvelles Parts Sociales);

(2) souscription et paiement intégral des Nouvelles Parts Sociales;

(3) modification consécutive de l'article 5.1 des Statuts afin d'y refléter les modifications mentionnées ci-avant;

(4) modification de l'article 15.2 des Statuts afin de modifier les droits aux dividendes de chaque catégorie de parts sociales de la Société; et

(5) divers.

IV. L'Associé Unique adopte les résolutions suivantes:

Première résolution

L'Associé Unique décide d'augmenter le capital social de la Société d'un montant de 112.500 EUR (cent douze mille cinq cent euros) afin de porter le capital social de la Société de son montant actuel au montant de 125.000 EUR (cent vingt-cinq mille euros) par l'émission des Nouvelles Parts Sociales.

Souscription - Libération

L'Associé Unique décide de souscrire aux Nouvelles Parts Sociales et de les libérer intégralement au moyen d'un apport en nature consistant en 1.470 (mille quatre cent soixante-dix) parts sociales ordinaires de catégorie A et 1.530 (mille cinq cent trente) parts sociales ordinaires de catégorie B émises par DW Value Ireland DAC ayant un pair comptable de 0,01 EUR (un centime d'euro), représentant un montant total de 264.004,71 EUR (deux cent soixante-quatre mille quatre euros et soixante-et-onze centimes) (l'Apport).

L'Apport sera alloué comme suit:

(6) un montant de 112.500 EUR (cent douze mille cinq cent euros) sera alloué au compte capital social de la Société; et

(7) un montant de 151.504,71 EUR (cent cinquante-et-un mille cinq cent quatre euros soixante-et-onze centimes) sera alloué au compte de prime d'émission de la Société.

La valeur de l'Apport est certifiée par un certificat émis par la Société et l'Associé Unique (le Certificat) qui confirme entre autres que la valeur de l'Apport est au moins égale à 264.004,71 EUR (deux cent soixante-quatre mille quatre euros et soixante-et-onze centimes).

Une copie du Certificat, après avoir été signée ne varietur par le mandataire de l'Associé Unique et par le notaire soussigné, restera annexée au présent acte pour être soumise avec lui aux formalités de l'enregistrement.

Deuxième résolution

L'Associé Unique décide de modifier l'article 5.1 des Statuts afin de refléter l'augmentation de capital social et l'émission des Nouvelles Parts Sociales, de telle sorte qu'il aura désormais la teneur suivante:

« 5.1. Le capital social de la Société est établi à 125.000 EUR (cent vingt-cinq mille euros), représenté par:

(a) 12.500 (douze mille cinq cent) parts sociales ordinaires (les Parts Sociales Ordinaires);

(b) 12.500 (douze mille cinq cent) parts sociales de catégorie A (les Parts Sociales de Catégorie A);

(c) 12.500 (douze mille cinq cent) parts sociales de catégorie B (les Parts Sociales de Catégorie B);

- (d) 12.500 (douze mille cinq cent) parts sociales de catégorie C (les Parts Sociales de Catégorie C);
- (e) 12.500 (douze mille cinq cent) parts sociales de catégorie D (les Parts Sociales de Catégorie D);
- (f) 12.500 (douze mille cinq cent) parts sociales de catégorie E (les Parts Sociales de Catégorie E);
- (g) 12.500 (douze mille cinq cent) parts sociales de catégorie F (les Parts Sociales de Catégorie F);
- (h) 12.500 (douze mille cinq cent) parts sociales de catégorie G (les Parts Sociales de Catégorie G);
- (i) 12.500 (douze mille cinq cent) parts sociales de catégorie H (les Parts Sociales de Catégorie H); et
- (j) 12.500 (douze mille cinq cent) parts sociales de catégorie I (les Parts Sociales de Catégorie I).

chacune ayant une valeur nominale de EUR 1 (un euro) et ayant leurs droits et obligations tels qu'établis dans les présents Statuts (les Parts Sociales). Les Parts Sociales Ordinaires, les Parts Sociales de Catégorie A, les Parts Sociales de Catégorie B, les Parts Sociales de Catégorie C, les Parts Sociales de Catégorie D, les Parts Sociales de Catégorie E, les Parts Sociales de Catégorie F, les Parts Sociales de Catégorie G, les Parts Sociales de Catégorie H, et les Parts Sociales de Catégorie I sont collectivement désignées comme les Catégories de Parts Sociales, chacune étant une Catégorie de Part Sociale. Chaque Part Sociale a été souscrite et intégralement libérée.

Troisième résolution

L'Associé Unique décide de modifier l'article 15.2 des Statuts afin de modifier les droits aux dividendes de chaque catégorie de parts sociales de la Société. L'article aura désormais la teneur suivante:

« **15.2.** Chaque Part Sociale donne droit à un vote et aura un rang égal avec toute autre part sociale mais donnera à son détenteur un droit au dividende différent pour chaque exercice social, de la manière suivante et tel que décrit dans l'article 15.3:

(i) les Parts Sociales de Catégorie A donnent à leurs détenteurs le droit de percevoir des distributions de dividendes pour chaque exercice social d'un montant de 1% de la valeur nominale des Parts Sociales de Catégorie A détenues par eux;

(ii) les Parts Sociales de Catégorie B donnent à leurs détenteurs le droit de percevoir des distributions de dividendes pour chaque exercice social d'un montant de 2% de la valeur nominale des Parts Sociales de Catégorie B détenues par eux;

(iii) les Parts Sociales de Catégorie C donnent à leurs détenteurs le droit de percevoir des distributions de dividendes pour chaque exercice social d'un montant de 3% de la valeur nominale des Parts Sociales de Catégorie C détenues par eux;

(iv) les Parts Sociales de Catégorie D donnent à leurs détenteurs le droit de percevoir des distributions de dividendes pour chaque exercice social d'un montant de 4% de la valeur nominale des Parts Sociales de Catégorie D détenues par eux;

(v) les Parts Sociales de Catégorie E donnent à leurs détenteurs le droit de percevoir des distributions de dividendes pour chaque exercice social d'un montant de 5% de la valeur nominale des Parts Sociales de Catégorie E détenues par eux;

(vi) les Parts Sociales de Catégorie F donnent à leurs détenteurs le droit de percevoir des distributions de dividendes pour chaque exercice social d'un montant de 6% de la valeur nominale des Parts Sociales de Catégorie F détenues par eux;

(vii) les Parts Sociales de Catégorie G donnent à leurs détenteurs le droit de percevoir des distributions de dividendes pour chaque exercice social d'un montant de 7% de la valeur nominale des Parts Sociales de Catégorie G détenues par eux;

(viii) les Parts Sociales de Catégorie H donnent à leurs détenteurs le droit de percevoir des distributions de dividendes pour chaque exercice social d'un montant de 8% de la valeur nominale des Parts Sociales de Catégorie H détenues par eux; et

(ix) les Parts Sociales de Catégorie I donnent droit à leurs détenteurs le droit de percevoir des distributions de dividendes pour chaque exercice social d'un montant de 9% de la valeur nominale des Parts Sociales de Catégorie I détenues par eux.»

Le notaire soussigné, qui comprend et parle l'anglais, déclare que le mandataire de l'Associé Unique l'a requis de documenter le présent acte en langue anglaise, suivi d'une version française, et, en cas de divergence entre le texte anglais et le texte français, le texte anglais fera foi.

Dont acte, fait et passé à Pétange, à la date indiqué en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée au mandataire de l'Associé Unique, celui-ci signe le présent acte avec le notaire soussigné.

Signé: Conde, Kessler.

Enregistré à Esch/Alzette Actes Civils, le 13 janvier 2016. Relation: EAC/2016/887. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur (signé): Santioni A.

POUR EXPEDITION CONFORME

Référence de publication: 2016069770/228.

(160033229) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 février 2016.

EPF Acquisition Co 35 S.à r.l., Société Anonyme Unipersonnelle.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 44, avenue J.F. Kennedy.

R.C.S. Luxembourg B 195.622.

—
Extrait des résolutions écrites de l'Associé unique en date du 22 février 2016

En date du 22 février 2016, l'Associé unique de la société EPF Acquisition Co 35 S.à r.l. a pris les résolutions suivantes:

1. L'Associé unique décide d'accepter la démission, avec effet immédiat de Monsieur Jason Stramel de son poste de gérant.

2. L' Associé unique décide de nommer, avec effet immédiat et pour une durée indéterminée Monsieur Ralf Völker, né le 23 mars 1976 à Essen (Allemagne), demeurant professionnellement au 44, avenue John F. Kennedy, L-1855 Luxembourg, en tant que gérant.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2016069788/16.

(160033239) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 février 2016.

ABI CEE Holdings S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1259 Senningerberg, 15, Breedewues.

R.C.S. Luxembourg B 157.381.

—
EXTRAIT

Il apparaît que l'adresse de l'associé Brandbrew S.A. a changé au 15 Janvier 2016 et est désormais sise au 15, Breedewues, L-1259 Senningerberg, Grand-Duché de Luxembourg.

La société a pris note de la démission du gérant Andrii Gubka avec date effet 15/01/2016.

Pour extrait conforme

Senningerberg.

Référence de publication: 2016069614/13.

(160033305) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 février 2016.

Auris Luxembourg II S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1118 Luxembourg, 23, rue Aldringen.

R.C.S. Luxembourg B 191.405.

—
Extrait des résolutions de l'actionnaire unique en date du 11 février 2016

L'actionnaire unique de la Société a décidé comme suit:

- d'accepter la démission de Andrea Pabst de ses fonctions d'administrateur de la Société avec effet au 15 février 2016;

- de nommer John Marc P. Lhoest, né le 12 août 1984 à Huy, Belgique et résidant professionnellement au 23, rue Aldringen, L - 1118 Luxembourg, aux fonctions d'administrateur de la Société avec effet au 15 février 2016 jusqu'à l'assemblée générale qui se tiendra en 2020.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 17 février 2016.

Référence de publication: 2016069605/15.

(160032879) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 février 2016.

AIGP S.A., Agence d'Investissement et de Gestion de Projets, Société Anonyme.

R.C.S. Luxembourg B 101.865.

—
CLÔTURE DE LIQUIDATION

Par jugement rendu en date du 18 décembre 2014, le Tribunal d'Arrondissement de et à Luxembourg, 6^{ème} chambre, siégeant en matière commerciale, après avoir entendu le juge commissaire en son rapport oral, le liquidateur et le Ministère Public en leurs conclusions, a déclaré closes pour absence d'actif les opérations de liquidation de la société AGENCE D'INVESTISSEMENT ET DE GESTION DE PROJETS S.A. en abrégé AIGP S.A. dont le siège social à L-1219 Luxembourg, 23 rue Beaumont, a été dénoncé en date du 14 mars 2008.

Ce même jugement a mis les frais à charge du Trésor.

Pour extrait conforme
Maître Laurélia STEINMETZ
Le liquidateur

Référence de publication: 2016069619/16.

(160033086) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 février 2016.

Bylgar S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1840 Luxembourg, 38, boulevard Joseph II.

R.C.S. Luxembourg B 153.990.

Extrait des résolutions prises par l'assemblée générale ordinaire du 11 décembre 2015:

L'Assemblée Générale renomme comme commissaire aux comptes:

- FIDUCIAIRE DE LUXEMBOURG, société anonyme, 38, boulevard Joseph II, L- 1840 Luxembourg.

Son mandat prendra fin lors de l'Assemblée Générale Ordinaire statuant sur les comptes au 31 décembre 2018.

Luxembourg.

FIDUCIAIRE DE LUXEMBOURG

Boulevard Joseph II

L-1840 Luxembourg

Référence de publication: 2016069687/15.

(160032999) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 février 2016.

EPF Acquisition Co 47 S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 44, avenue J.F. Kennedy.

R.C.S. Luxembourg B 201.013.

Extrait des résolutions écrites de l'Associé unique en date du 22 février 2016

En date du 22 février 2016, l'Associé unique de la société EPF Acquisition Co 47 S.à r.l. a pris les résolutions suivantes:

1. L'Associé unique décide d'accepter la démission, avec effet immédiat de Monsieur Jason Stramel de son poste de gérant.

2. L'Associé unique décide de nommer, avec effet immédiat et pour une durée indéterminée Monsieur Ralf Völker, né le 23 mars 1976 à Essen (Allemagne), demeurant professionnellement au 44, avenue John F. Kennedy, L-1855 Luxembourg, en tant que gérant.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2016069794/16.

(160033225) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 février 2016.

Episo 4 France Investments S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-2310 Luxembourg, 16, avenue Pasteur.

R.C.S. Luxembourg B 204.058.

STATUTES

In the year two thousand and sixteen, on the fourth of February.

Before us, Maître Martine SCHAEFFER, notary residing in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.

THERE APPEARED:

EPISO 4 Luxembourg Holding S.à r.l., a private limited liability company (société à responsabilité limitée) incorporated under the laws of Luxembourg, having its registered office at 16, avenue Pasteur L-2310 Luxembourg, registered with the Trade and Companies Register of Luxembourg under the number B 199106 (the Sole Shareholder),

here represented by Mrs Isabel DIAS, private employee, whose professional address is at L-1750 Luxembourg, 74, avenue Victor Hugo, by virtue of a power of attorney given in Luxembourg, on February 3rd, 2016,

The power of attorney, after signature ne varietur by the representative of the appearing party and the undersigned notary, will remain attached to this deed for the purpose of registration.

The appearing party, represented as above, has requested the undersigned notary, to state as follows the articles of incorporation of a private limited liability company (société à responsabilité limitée), which is hereby incorporated:

I. Name - Registered office - Object - Duration

Art. 1. Name. The name of the company is “EPISO 4 France Investments S.à r.l.” (the Company). The Company is a private limited liability company (société à responsabilité limitée) governed by the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, in particular the law of August 10, 1915 on commercial companies, as amended (the Law), and these articles of incorporation (the Articles).

Art. 2. Registered office.

2.1. The Company’s registered office is established in the municipality of Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg. It may be transferred within that municipality by a resolution of the board of managers. It may be transferred to any other location in the Grand Duchy of Luxembourg by a resolution of the shareholders, acting in accordance with the conditions prescribed for the amendment of the Articles.

2.2. Branches, subsidiaries or other offices may be established in the Grand Duchy of Luxembourg or abroad by a resolution of the board of managers. If the board of managers determines that extraordinary political or military developments or events have occurred or are imminent, and that those developments or events may interfere with the normal activities of the Company at its registered office, or with ease of communication between that office and persons abroad, the registered office may be temporarily transferred abroad until the developments or events in question have completely ceased. Any such temporary measures do not affect the nationality of the Company, which, notwithstanding the temporary transfer of its registered office, will remain a Luxembourg incorporated company.

Art. 3. Corporate object.

3.1. The purpose of the Company is the acquisition of participations, in Luxembourg or abroad, in any companies or enterprises in any form whatsoever and in any real estate properties, and the management of such participations. The Company may in particular acquire by subscription, purchase and exchange or in any other manner any stock, shares and other participation securities, bonds, debentures, certificates of deposit and other debt instruments and more generally, any securities and financial instruments issued by any public or private entity. It may participate in the creation, development, management and control of any company or enterprise. It may further invest in the acquisition and management of a portfolio of patents or other intellectual property rights of any nature or origin. The Company may invest in real estate whatever the acquisition modalities including but not limited to the acquisition by way of sale or enforcement of security.

3.2. The Company may borrow in any form, except by way of public offer. It may issue, by way of private placement only, notes, bonds and any kind of debt and equity securities. The Company may lend funds including, without limitation, the proceeds of any borrowings, to its subsidiaries, affiliated companies and any other companies. The Company may also give guarantees and pledge, transfer, encumber or otherwise create and grant security over all or some of its assets to guarantee its own obligations and those of any other company, and, generally, for its own benefit and that of any other company or person. For the avoidance of doubt, the Company may not carry out any regulated activities of the financial sector without having obtained the required authorisation.

3.3. The Company may use any techniques and instruments to efficiently manage its investments and to protect itself against credit risks, currency exchange exposure, interest rate risks and other risks.

3.4. The Company may carry out any commercial, financial or industrial operations and any transactions with respect to real estate or movable property which, directly or indirectly, favour or relate to its corporate object.

Art. 4. Duration.

4.1. The Company is formed for an unlimited period.

4.2. The Company is not dissolved by reason of the death, suspension of civil rights, incapacity, insolvency, bankruptcy or any similar event affecting one or more shareholders.

II. Capital - Shares

Art. 5. Capital.

5.1. The share capital of the Company is set at twelve thousand and five hundred euros (EUR 12,500.-) represented by twelve thousand five hundred (12,500) shares in registered form, having a nominal value of one euro (EUR 1.-) each.

5.2. The share capital may be increased or reduced once or more by a resolution of the shareholders, acting in accordance with the conditions prescribed for the amendment of the Articles.

Art. 6. Shares.

6.1. The shares are indivisible and the Company recognises only one (1) owner per share.

6.2. The shares are freely transferable between shareholders.

When the Company has a sole shareholder, the shares are freely transferable to third parties.

When the Company has more than one shareholder, the transfer of shares (inter vivos) to third parties is subject to prior approval by the shareholders representing at least three-quarters of the share capital.

The transfer of shares to third parties owing to death must be approved by the shareholders representing three-quarters of the rights owned by the survivors.

A share transfer is only binding on the Company or third parties following notification to or acceptance by the Company in accordance with article 1690 of the Civil Code.

6.3. A register of shareholders is kept at the registered office and may be examined by any shareholder on request.

6.4. The Company may redeem its own shares, provided it has sufficient distributable reserves for that purpose, or if the redemption results from a reduction in the Company's share capital.

III. Management - Representation

Art. 7. Appointment and removal of managers.

7.1. The Company is managed or by a sole manager or by at least three (3) managers appointed by a resolution of the shareholders, which sets the term of its mandate. The managers need not be shareholders.

7.2. The managers and any additional or replacement manager appointed to the Company, may be removed at any time, with or without cause, by a resolution of the shareholders.

Art. 8. Board of managers.

8.1. If several managers are appointed, they constitute the board of managers (the Board), which will be constituted by one manager of category A (the A Manager) and two or more managers of category B (the B Manager) (The A Manager and the B Managers are collectively referred to herein as Managers).

8.2. Powers of the board of managers

(i) All powers not expressly reserved to the shareholder(s) by the Law or the Articles fall within the competence of the Board, which has full power to carry out and approve all acts and operations consistent with the Company's corporate object.

(ii) The Board may delegate special and limited powers to one or more agents for specific matters.

8.3. Procedure

(i) The Board meets at the request of any one (1) manager, at the place indicated in the convening notice, which in principle is in Luxembourg.

(ii) Written notice of any Board meeting is given to all managers at least twenty-four (24) hours in advance, except in the case of an emergency, whose nature and circumstances are set forth in the notice.

(iii) No notice is required if all members of the Board are present or represented and state that know the agenda for the meeting. A manager may also waive notice of a meeting, either before or after the meeting. Separate written notices are not required for meetings which are held at times and places indicated in a schedule previously adopted by the Board.

(iv) A manager may grant another manager power of attorney in order to be represented at any Board meeting.

(v) The Board may only validly deliberate and act if a majority of its members are present or represented and at least one (1) A manager and at least one (1) B manager are present or represented. Board resolutions are validly adopted by a majority of the votes by the managers present or represented and at least one (1) A manager and at least one (1) B manager are present or represented. Board resolutions are recorded in minutes signed by the chairperson of the meeting or, if no chairperson has been appointed, by all the managers present or represented.

(vi) Any manager may participate in any meeting of the Board by telephone or video conference, or by any other means of communication which allows all those taking part in the meeting to identify, hear and speak to each other. Participation by such means is deemed equivalent to participation in person at a duly convened and held meeting.

(vii) Circular resolutions signed by all the managers (the Managers' Circular Resolutions) are valid and binding as if passed at a duly convened and held Board meeting, and bear the date of the last signature.

8.4. Representation

(i) The Company is bound towards third parties in all matters by the the sole signature of its A Manager or by the joint signature of any two B Managers.

(ii) The Company is also bound towards third parties by the signature of any person to whom special powers have been delegated.

Art. 9. Sole manager.

9.1. If the Company is managed by a sole manager, all references in the Articles to the Board or the managers are to be read as references to the sole manager, as appropriate.

9.2. The Company is bound towards third parties by the signature of the sole manager.

9.3. The Company is also bound towards third parties by the signature of any person to whom the sole manager has delegated special powers.

Art. 10. Liability of the managers.

10.1. The managers may not be held personally liable by reason of their mandate for any commitment they have validly made in the name of the Company, provided those commitments comply with the Articles and the Law.

IV. Shareholder(s)

Art. 11. General meetings of shareholders and shareholders' circular resolutions.

11.1. Powers and voting rights

(i) Resolutions of the shareholders are adopted at a general meeting of shareholders (the General Meeting) or by way of circular resolutions (the Shareholders' Circular Resolutions).

(ii) When resolutions are to be adopted by way of Shareholders' Circular Resolutions, the text of the resolutions is sent to all the shareholders, in accordance with the Articles. Shareholders' Circular Resolutions signed by all the shareholders are valid and binding as if passed at a duly convened and held General Meeting, and bear the date of the last signature.

(iii) Each share gives entitlement to one (1) vote.

11.2. Notices, quorum, majority and voting procedures

(i) The shareholders are convened to General Meetings or consulted in writing on the initiative of any managers or shareholders representing more than one-half of the share capital.

(ii) Written notice of any General Meeting is given to all shareholders at least eight (8) days prior to the date of the meeting, except in the case of an emergency whose nature and circumstances are set forth in the notice.

(iii) General Meetings are held at the time and place specified in the notices.

(iv) If all the shareholders are present or represented and consider themselves duly convened and informed of the agenda of the General Meeting, it may be held without prior notice.

(v) A shareholder may grant written power of attorney to another person, shareholder or otherwise, in order to be represented at any General Meeting.

(vi) Resolutions to be adopted at General Meetings or by way of Shareholders' Circular Resolutions are passed by shareholders owning more than one-half of the share capital. If this majority is not reached at the first General Meeting or first written consultation, the shareholders are convened by registered letter to a second General Meeting or consulted a second time, and the resolutions are adopted at the second General Meeting or by Shareholders' Circular Resolutions by a majority of the votes cast, irrespective of the proportion of the share capital represented.

(vii) The Articles are amended with the consent of a majority (in number) of shareholders owning at least three-quarters of the share capital.

(viii) Any change in the nationality of the Company and any increase in a shareholder's commitment to the Company require the unanimous consent of the shareholders.

Art. 12. Sole shareholder.

12.1. When the number of shareholders is reduced to one (1), the sole shareholder exercises all powers granted by the Law to the General Meeting.

12.2. Any reference in the Articles to the shareholders and the General Meeting or to Shareholders' Circular Resolutions is to be read as a reference to the sole shareholder or the shareholder's resolutions, as appropriate.

12.3. The resolutions of the sole shareholder are recorded in minutes or drawn up in writing.

V. Annual accounts - Allocation of profits - Supervision

Art. 13. Financial year and approval of annual accounts.

13.1. The financial year begins on the first (1) of January and ends on the thirty-first (31) of December of each year.

13.2. The Board prepares the balance sheet and profit and loss account annually, together with an inventory stating the value of the Company's assets and liabilities, with an annex summarising its commitments and the debts owed by its manager(s) and shareholders to the Company.

13.3. Any shareholder may inspect the inventory and balance sheet at the registered office.

13.4. The balance sheet and profit and loss account are approved at the annual General Meeting or by way of Shareholders' Circular Resolutions within six (6) months following the closure of the financial year.

Art. 14. Auditors.

14.1. When so required by law, the Company's operations are supervised by one or more approved external auditors (réviseurs d'entreprises agréés).

14.2. The shareholders appoint the approved external auditors, if any, and determine their number and remuneration and the term of their mandate, which may not exceed six (6) years but may be renewed.

Art. 15. Allocation of profits.

15.1. Five per cent (5%) of the Company's annual net profits are allocated to the reserve required by law. This requirement ceases when the legal reserve reaches an amount equal to ten per cent (10%) of the share capital.

15.2. The shareholders determine the allocation of the balance of the annual net profits. They may decide on the payment of a dividend, to transfer the balance to a reserve account, or to carry it forward in accordance with the applicable legal provisions.

15.3. Interim dividends may be distributed at any time subject to the following conditions:

- (i) the Board draws up interim accounts;
 - (ii) the interim accounts show that sufficient profits and other reserves (including share premiums) are available for distribution; it being understood that the amount to be distributed may not exceed the profits made since the end of the last financial year for which the annual accounts have been approved, if any, increased by profits carried forward and distributable reserves, and reduced by losses carried forward and sums to be allocated to the legal reserve;
 - (iii) the Board must make the decision to distribute interim dividends within two (2) months from the date of the interim accounts;
 - (iv) the rights of the Company's creditors are not threatened, taking the assets of the Company.
- If the interim dividends paid exceed the distributable profits at the end of the financial year, the shareholders must refund the excess to the Company.

VI. Dissolution - Liquidation

16.1. The Company may be dissolved at any time by a resolution of the shareholders adopted with the consent of a majority (in number) of shareholders owning at least three-quarters of the share capital. The shareholders appoint one or more liquidators, who need not be shareholders, to carry out the liquidation, and determine their number, powers and remuneration. Unless otherwise decided by the shareholders, the liquidators have full power to realise the Company's assets and pay its liabilities.

16.2. The surplus after realisation of the assets and payment of the liabilities is distributed to the shareholders in proportion to the shares held by each of them.

VII. General provisions

17.1. Notices and communications may be made or waived, and Managers' and Shareholders' Circular Resolutions may be evidenced, in writing, by fax, email or any other means of electronic communication.

17.2. Powers of attorney are granted by any of the means described above. Powers of attorney in connection with Board meetings may also be granted by a manager, in accordance with such conditions as may be accepted by the Board.

17.3. Signatures may be in handwritten or electronic form, provided they fulfil all legal requirements for being deemed equivalent to handwritten signatures. Signatures of the Managers' Circular Resolutions, the resolutions adopted by the Board by telephone or video conference or the Shareholders' Circular Resolutions, as the case may be, are affixed to one original or several counterparts of the same document, all of which taken together constitute one and the same document.

17.4. All matters not expressly governed by these Articles are determined in accordance with the applicable law and, subject to any non-waivable provisions of the law, with any agreement entered into by the shareholders from time to time.

Transitional provision

The first financial year begins on the date of this deed and ends on December 31, 2016.

Subscription and payment

The Sole Shareholder, represented as stated above, subscribes to twelve thousand five hundred (12,500) shares in registered form, having a nominal value of one euro (EUR 1.-) each, and agrees to pay them in full by a contribution in cash of twelve thousand five hundred euros (EUR 12,500.-).

The amount of twelve thousand five hundred euros (EUR 12,500.-) is at the Company's disposal and evidence thereof has been given to the undersigned notary.

Costs

The expenses, costs, fees and charges of any kind whatsoever to be borne by the Company in connection with its incorporation are estimated at approximately one thousand four hundred Euro (EUR 1,400.-).

Resolutions of the sole shareholder

Immediately after the incorporation of the Company, its Sole Shareholder, representing the entire subscribed capital, adopted the following resolutions:

1. The following are appointed as managers of the Company for an indefinite period:

is appointed as A Manager:

- Mr. Yves BARTHELS, born on October 10th, 1973 in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, residing professionally at 16, avenue Pasteur, L-2310 Luxembourg; and

are appointed as B Managers:

- Mr. Romain DELVERT, born on June 26th, 1973, in Tours, France, residing professionally at 16, avenue Pasteur, L-2310 Luxembourg; and

- Mr. Mark TERRY, born on January 10th, 1977, in Arawa, Papua New Guinea, residing professionally at Berkeley Square, Berkeley Square House, 8th floor, GB-W1J 6DB London.

2. The registered office of the Company is located at 16, avenue Pasteur, L-2310 Luxembourg.

Declaration

The undersigned notary, who understands and speaks English, states that at the request of the appearing party, this deed is drawn up in English, followed by a French version, and that in the case of divergences between the English text and the French text, the English text prevails.

WHEREOF, this deed was drawn up in Luxembourg, on the day stated above.

This deed has been read to the representative of the appearing party, who have signed it together with the undersigned notary.

Suit la traduction française du texte qui précède:

L'an deux mille seize, le quatre février,

Par devant Maître Martine SCHAEFFER, notaire de résidence à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg.

A COMPARU:

EPISO 4 Luxembourg Holding S.à r.l., une société à responsabilité limitée de droit Luxembourgeois, ayant son siège social au 16, avenue Pasteur L-2310 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, enregistrée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 199106 (l'Associé Unique),

représentée par Madame Isabel DIAS, employée privée, avec adresse professionnelle à L-1750 Luxembourg, 74, avenue Victor Hugo, en vertu d'une procuration donnée à Luxembourg, le 3 février 2016,

Ladite procuration, après avoir été signée ne varietur par le mandataire de la partie comparante et le notaire instrumentant, resteront annexées au présent acte pour les formalités de l'enregistrement.

La partie comparante, représentée comme indiqué ci-dessus, a prié le notaire instrumentant d'acter de la façon suivante les statuts d'une société à responsabilité limitée qui est ainsi constituée:

I. Dénomination - Siège social - Objet - Durée

Art. 1^{er}. Dénomination . Le nom de la société est "EPISO 4 France Investments S.à r.l." (la Société). La Société est une société à responsabilité limitée régie par les lois du Grand-Duché de Luxembourg, et en particulier par la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, telle que modifiée (la Loi), ainsi que par les présents statuts (les Statuts).

Art. 2. Siège social.

2.1. Le siège social de la Société est établi dans la commune de Luxembourg-ville, Grand-Duché de Luxembourg. Il peut être transféré dans cette même commune par décision du conseil de gérance. Le siège social peut être transféré en tout autre endroit du Grand-Duché de Luxembourg par une résolution des associés, selon les modalités requises pour la modification des Statuts.

2.2. Il peut être créé des succursales, filiales ou autres bureaux tant au Grand-Duché de Luxembourg qu'à l'étranger par décision du conseil de gérance. Lorsque le conseil de gérance estime que des développements ou événements extraordinaires d'ordre politique ou militaire se sont produits ou sont imminents, et que ces développements ou événements sont de nature compromettre les activités normales de la Société à son siège social, ou la communication aisée entre le siège social et l'étranger, le siège social peut être transféré provisoirement à l'étranger, jusqu'à cessation complète de ces circonstances. Ces mesures provisoires n'ont aucun effet sur la nationalité de la Société qui, nonobstant le transfert provisoire de son siège social, reste une société luxembourgeoise.

Art. 3. Objet social.

3.1. L'objet de la Société est la prise de participations, tant au Luxembourg qu'à l'étranger, dans toutes sociétés ou entreprises sous quelque forme que ce soit et dans tous biens immobiliers, et la gestion de ces participations. La Société peut notamment acquérir par souscription, achat et échange ou de toute autre manière tous titres, actions et autres valeurs de participation, obligations, créances, certificats de dépôt et autres instruments de dette, et plus généralement, toutes valeurs et instruments financiers émis par toute entité publique ou privée. Elle peut participer à la création, au développement, à la gestion et au contrôle de toute société ou entreprise. Elle peut en outre investir dans l'acquisition et la gestion d'un portefeuille de brevets ou d'autres droits de propriété intellectuelle de quelque nature ou origine que ce soit. La Société peut également investir dans l'immobilier quelles qu'en soient les modalités d'acquisition, notamment mais sans que ce soit limitatif, l'acquisition par la vente ou l'exercice de sûretés.

3.2. La Société peut emprunter sous quelque forme que ce soit, sauf par voie d'offre publique. Elle peut procéder, uniquement par voie de placement privé, à l'émission de billets à ordre, d'obligations et de titres et instruments de toute autre nature. La Société peut prêter des fonds, y compris notamment, les revenus de tous emprunts, à ses filiales, sociétés affiliées ainsi qu'à toutes autres sociétés. La Société peut également consentir des garanties et nantir, céder, grever de charges ou autrement créer et accorder des sûretés sur toute ou partie de ses actifs afin de garantir ses propres obligations et celles de toute autre société et, de manière générale, en sa faveur et en faveur de toute autre société ou personne. En tout état de cause, la Société ne peut effectuer aucune activité réglementée du secteur financier sans avoir obtenu l'autorisation requise.

3.3. La Société peut employer toutes les techniques et instruments nécessaires à une gestion efficace de ses investissements et à sa protection contre les risques de crédit, les fluctuations monétaires, les fluctuations de taux d'intérêt et autres risques.

3.4. La Société peut effectuer toutes les opérations commerciales, financières ou industrielles et toutes les transactions concernant des biens immobiliers ou mobiliers qui, directement ou indirectement, favorisent ou se rapportent à son objet social.

Art. 4. Durée.

4.1. La Société est formée pour une durée indéterminée.

4.2. La Société n'est pas dissoute en raison de la mort, de la suspension des droits civils, de l'incapacité, de l'insolvabilité, de la faillite ou de tout autre événement similaire affectant un ou plusieurs associés.

II. Capital - Parts sociales

Art. 5. Capital.

5.1. Le capital social de la société est fixé à douze mille cinq cents euros (EUR 12.500.-), représenté par 12.500 (douze mille cinq cents) parts sociales sous forme nominative, ayant une valeur nominale d'un euro (1.-) chacune.

5.2. Le capital social peut être augmenté ou réduit à une ou plusieurs reprises par une résolution des associés, adoptée selon les modalités requises pour la modification des Statuts.

Art. 6. Parts sociales.

6.1. Les parts sociales sont indivisibles et la Société ne reconnaît qu'un (1) seul propriétaire par part sociale.

6.2. Les parts sociales sont librement cessibles entre associés.

Lorsque la Société a un associé unique, les parts sociales sont librement cessibles aux tiers.

Lorsque la Société a plus d'un associé, la cession des parts sociales (inter vivos) à des tiers est soumise à l'accord préalable des associés représentant au moins les trois-quarts du capital social.

La cession de parts sociales à un tiers par suite du décès doit être approuvée par les associés représentant les trois-quarts des droits détenus par les survivants.

Une cession de parts sociales n'est opposable à l'égard de la Société ou des tiers, qu'après avoir été notifiée à la Société ou acceptée par celle-ci conformément à l'article 1690 du Code Civil.

6.3. Un registre des associés est tenu au siège social et peut être consulté à la demande de chaque associé.

6.4. La Société peut racheter ses propres parts sociales à condition que la Société ait des réserves distribuables suffisantes à cet effet ou que le rachat résulte de la réduction du capital social de la Société.

III. Gestion - Représentation

Art. 7. Nomination et révocation des gérants.

7.1. La Société est gérée soit par un gérant unique, soit par au moins trois (3) gérants nommés par une résolution des associés, qui fixe la durée de leur mandat. Les gérants ne doivent pas nécessairement être associés

7.2. Les gérants ainsi que tous les gérants additionnels ou de remplacement nommés par la société, sont révocables à tout moment (avec ou sans raison) par une décision des associés.

Art. 8. Conseil de gérance.

8.1. Si plusieurs gérants sont nommés, ils constituent le conseil de gérance (le Conseil) formé d'un gérant de catégorie A (le Gérant A) et au moins deux gérants de catégorie B (les Gérants B) (Le Gérant A et les Gérants B sont ci-après désignés en tant que Gérants).

8.2. Pouvoirs du conseil de gérance

(i) Tous les pouvoirs non expressément réservés par la Loi ou les Statuts à ou aux associés sont de la compétence du Conseil, qui a tous les pouvoirs pour effectuer et approuver tous les actes et opérations conformes à l'objet social.

(ii) Des pouvoirs spéciaux et limités peuvent être délégués par le Conseil à un ou plusieurs agents pour des tâches spécifiques.

8.3. Procédure

(i) Le Conseil se réunit sur convocation d'au moins un gérant au lieu indiqué dans l'avis de convocation, qui en principe, est au Luxembourg.

(ii) Il est donné à tous les gérants une convocation écrite de toute réunion du Conseil au moins vingt-quatre (24) heures à l'avance, sauf en cas d'urgence, auquel cas la nature et les circonstances de cette urgence sont mentionnées dans la convocation à la réunion.

(iii) Aucune convocation n'est requise si tous les membres du Conseil sont présents ou représentés et s'ils déclarent avoir parfaitement eu connaissance de l'ordre du jour de la réunion. Un gérant peut également renoncer à la convocation à une réunion, que ce soit avant ou après ladite réunion. Des convocations écrites séparées ne sont pas exigées pour des réunions se tenant dans des lieux et à des heures fixés dans un calendrier préalablement adopté par le Conseil.

(iv) Un gérant peut donner une procuration à un autre gérant afin de le représenter à toute réunion du Conseil.

(v) Le Conseil ne peut délibérer et agir valablement que si la majorité de ses membres sont présents ou représentés et au moins un (1) gérant A et au moins un (1) gérant B sont présents ou représentés. Les décisions du Conseil sont valablement adoptées à la majorité des voix des gérants présents ou représentés et au moins un (1) gérant A et au moins un (1) gérant B sont présents ou représentés. Les décisions du Conseil sont consignées dans des procès-verbaux signés par le président de la réunion ou, si aucun président n'a été nommé, par tous les gérants présents ou représentés.

(vi) Tout gérant peut participer à toute réunion du Conseil par téléphone ou visio- conférence ou par tout autre moyen de communication permettant à l'ensemble des personnes participant à la réunion de s'identifier, de s'entendre et de se parler. La participation par un de ces moyens équivaut à une participation en personne à une réunion valablement convoquée et tenue.

(vii) Des résolutions circulaires signées par tous les gérants (les Résolutions Circulaires des Gérants) sont valables et engagent la Société comme si elles avaient été adoptées lors d'une réunion du Conseil valablement convoquée et tenue et portent la date de la dernière signature.

8.4. Représentation

(i) La Société est engagée vis-à-vis des tiers en toutes circonstances par la seule signature de son Gérant A ou par la signature conjointe de deux Gérants B.

(ii) La Société est également engagée vis-à-vis des tiers par la signature de toutes personnes à qui des pouvoirs spéciaux ont été délégués.

Art. 9. Gérant unique.

9.1. Si la Société est gérée par un gérant unique, toute référence dans les Statuts au Conseil ou aux gérants doit être considérée, le cas échéant, comme une référence au gérant unique.

9.2. La Société est engagée vis-à-vis des tiers par la signature du gérant unique.

9.3. La Société est également engagée vis-à-vis des tiers par la signature de toutes personnes à qui des pouvoirs spéciaux ont été délégués.

Art. 10. Responsabilité des gérants.

10.1. Les gérants ne contractent, à raison de leur fonction, aucune obligation personnelle concernant les engagements régulièrement pris par eux au nom de la Société, dans la mesure où ces engagements sont conformes aux Statuts et à la Loi.

IV. Associé(s)

Art. 11. Assemblées générales des associés et résolutions circulaires des associés.

11.1. Pouvoirs et droits de vote

(i) Les résolutions des associés sont adoptées en assemblée générale des associés (l'Assemblée Générale) ou par voie de résolutions circulaires (les Résolutions Circulaires des Associés).

(ii) Dans le cas où les résolutions sont adoptées par Résolutions Circulaires des Associés, le texte des résolutions est communiqué à tous les associés, conformément aux Statuts. Les Résolutions Circulaires des Associés signées par tous les associés sont valables et engagent la Société comme si elles avaient été adoptées lors d'une Assemblée Générale valablement convoquée et tenue et portent la date de la dernière signature.

(iii) Chaque part sociale donne droit à un (1) vote.

11.2. Convocations, quorum, majorité et procédure de vote

(i) Les associés sont convoqués aux Assemblées Générales ou consultés par écrit à l'initiative de tout gérant ou des associés représentant plus de la moitié du capital social.

(ii) Une convocation écrite à toute Assemblée Générale est donnée à tous les associés au moins huit (8) jours avant la date de l'assemblée, sauf en cas d'urgence, auquel cas, la nature et les circonstances de cette urgence sont précisées dans la convocation à ladite assemblée.

(iii) Les Assemblées Générales seront tenues au lieu et heure précisés dans les convocations.

(iv) Si tous les associés sont présents ou représentés et se considèrent comme ayant été valablement convoqués et informés de l'ordre du jour de l'assemblée, l'Assemblée Générale peut se tenir sans convocation préalable.

(v) Un associé peut donner une procuration écrite à toute autre personne, associé ou non, afin de le représenter à toute Assemblée Générale.

(vi) Les décisions à adopter par l'Assemblée Générale ou par Résolutions Circulaires des Associés sont adoptées par des associés détenant plus de la moitié du capital social. Si cette majorité n'est pas atteinte à la première Assemblée Générale ou première consultation écrite, les associés sont convoqués par lettre recommandée à une seconde Assemblée Générale ou consultés une seconde fois, et les décisions sont adoptées par l'Assemblée Générale ou par Résolutions Circulaires des Associés à la majorité des voix exprimées, sans tenir compte de la proportion du capital social représenté.

(vii) Les Statuts sont modifiés avec le consentement de la majorité (en nombre) des associés détenant au moins les trois-quarts du capital social.

(viii) Tout changement de nationalité de la Société ainsi que toute augmentation de l'engagement d'un associé dans la Société exige le consentement unanime des associés.

Art. 12. Associé unique.

12.1. Dans le cas où le nombre des associés est réduit à un (1), l'associé unique exerce tous les pouvoirs conférés par la Loi à l'Assemblée Générale.

12.2. Toute référence dans les Statuts aux associés et à l'Assemblée Générale ou aux Résolutions Circulaires des Associés doit être considérée, le cas échéant, comme une référence à l'associé unique ou aux résolutions de ce dernier.

12.3. Les résolutions de l'associé unique sont consignées dans des procès-verbaux ou rédigées par écrit

V. Comptes annuels - Affectation des bénéfices - Contrôle

Art. 13. Exercice social et approbation des comptes annuels.

13.1. L'exercice social commence le premier (1) janvier et se termine le trente et un (31) décembre de chaque année.

13.2. Chaque année, le Conseil dresse le bilan et le compte de profits et pertes, ainsi qu'un inventaire indiquant la valeur des actifs et passifs de la Société, avec une annexe résumant les engagements de la Société ainsi que les dettes du ou des gérants et des associés envers la Société.

13.3. Tout associé peut prendre connaissance de l'inventaire et du bilan au siège social.

13.4. Le bilan et le compte de profits et pertes sont approuvés par l'Assemblée Générale annuelle ou par Résolutions Circulaires des Associés dans les six (6) mois de la clôture de l'exercice social.

Art. 14. Réviseurs d'entreprises.

14.1. Les opérations de la Société sont contrôlées par un ou plusieurs réviseurs d'entreprises agréés, dans les cas prévus par la loi.

14.2. Les associés nomment les réviseurs d'entreprises agréés, s'il y a lieu, et déterminent leur nombre, leur rémunération et la durée de leur mandat, lequel ne peut dépasser six (6) ans. Les réviseurs d'entreprises agréés peuvent être renommés.

Art. 15. Affectation des bénéfices.

15.1. Cinq pour cent (5 %) des bénéfices nets annuels de la Société sont affectés à la réserve requise par la Loi. Cette affectation cesse d'être exigée quand la réserve légale atteint dix pour cent (10 %) du capital social.

15.2. Les associés décident de l'affectation du solde des bénéfices nets annuels. Ils peuvent allouer ce bénéfice au paiement d'un dividende, l'affecter à un compte de réserve ou le reporter en respectant les dispositions légales applicables.

15.3. Des dividendes intérimaires peuvent être distribués à tout moment, aux conditions suivantes:

(i) des comptes intérimaires sont établis par le Conseil;

(ii) ces comptes intérimaires montrent que des bénéfices et autres réserves (en ce compris la prime d'émission) suffisants sont disponibles pour une distribution; étant entendu que le montant à distribuer ne peut excéder le montant des bénéfices réalisés depuis la fin du dernier exercice social dont les comptes annuels ont été approuvés, le cas échéant, augmenté des bénéfices reportés et des réserves distribuables, et réduit par les pertes reportées et les sommes à affecter à la réserve légale;

(iii) la décision de distribuer des dividendes intérimaires doit être adoptée par le Conseil dans les deux (2) mois suivant la date des comptes intérimaires;

(iv) les droits des créanciers de la Société ne sont pas menacés, compte tenu des actifs de la Société.

Si les dividendes intérimaires qui ont été distribués excèdent les bénéfices distribuables à la fin de l'exercice social, les associés doivent reverser l'excès à la Société.

VI. Dissolution - Liquidation

16.1. La Société peut être dissoute à tout moment, par une résolution des associés adoptée par la majorité (en nombre) des associés détenant au moins les trois-quarts du capital social. Les associés nomment un ou plusieurs liquidateurs, qui n'ont pas besoin d'être associés, pour réaliser la liquidation et déterminent leur nombre, pouvoirs et rémunération. Sauf décision contraire des associés, les liquidateurs sont investis des pouvoirs les plus étendus pour réaliser les actifs et payer les dettes de la Société.

16.2. Le boni de liquidation après la réalisation des actifs et le paiement des dettes est distribué aux associés proportionnellement aux parts sociales détenues par chacun d'entre eux.

VII. Dispositions générales

17.1. Les convocations et communications, respectivement les renoncations à celles-ci, sont faites, et les Résolutions Circulaires des Gérants ainsi que les Résolutions Circulaires des Associés sont établies par écrit, télécopie, e-mail ou tout autre moyen de communication électronique.

17.2. Les procurations sont données par tout moyen mentionné ci-dessus. Les procurations relatives aux réunions du Conseil peuvent également être données par un gérant conformément aux conditions acceptées par le Conseil.

17.3. Les signatures peuvent être sous forme manuscrite ou électronique, à condition de satisfaire aux conditions légales pour être assimilées à des signatures manuscrites. Les signatures des Résolutions Circulaires des Gérants, des résolutions

adoptées par le Conseil par téléphone ou visioconférence et des Résolutions Circulaires des Associés, selon le cas, sont apposées sur un original ou sur plusieurs copies du même document, qui ensemble, constituent un seul et unique document.

17.4. Pour tous les points non expressément prévus par les Statuts, il est fait référence à la loi et, sous réserve des dispositions légales d'ordre public, à tout accord présent ou futur conclu entre les associés.

Disposition transitoire

Le premier exercice social commence à la date du présent acte et s'achève le 31 décembre 2016.

Souscription et libération

L'Associé Unique, représenté comme indiqué ci-dessus, déclare souscrire à douze mille cinq cents (12.500) parts sociales sous forme nominative, d'une valeur nominale d'un euro (EUR 1,-) chacune par un apport en numéraire de douze mille cinq cents euros (EUR 12.500,-).

Le montant de douze mille cinq cents euros (EUR 12.500,-) est à la disposition de la Société, comme il a été prouvé au notaire instrumentant.

Frais

Les dépenses, coûts, honoraires et charges de toutes sortes qui incombent à la Société du fait de sa constitution s'élèvent approximativement à mille quatre cents Euros (EUR 1.400,-).

Résolutions de l'associé unique

Immédiatement après la constitution de la Société, l'Associé Unique de la Société, représentant l'intégralité du capital social souscrit, a pris les résolutions suivantes:

1. Les personnes suivantes sont nommées en qualité de gérants de la Société pour une durée indéterminée:

Est nommé Gérant A:

- M. Yves BARTHELIS, né le 10 octobre 1973 à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, demeurant professionnellement au 16, avenue Pasteur, L-2310 Luxembourg; et

Sont nommés Gérants B:

- M. Romain DELVERT, né le 26 juin 1973, à Tours, France, demeurant professionnellement au 16, avenue Pasteur, L- 2310 Luxembourg; et

- M. Mark TERRY, né le 10 janvier 1977 à Arawa, Papouasie- Nouvelle-Guinée, demeurant professionnellement au Berkeley Square, Berkeley Square House, 8th floor, GBW1J 6DB Londres.

2. Le siège social de la Société est établi au 16, avenue Pasteur, L- 2310 Luxembourg.

Déclaration

Le notaire soussigné, qui comprend et parle l'anglais, déclare que, à la requête de la partie comparante, le présent acte est rédigé en anglais, suivi d'une traduction française et que, en cas de divergences entre le texte anglais et le texte français, la version anglaise fait foi.

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, à la date qu'en tête des présentes.

Lecture du présent acte ayant été faite au mandataire de la partie comparante, ceux-ci ont signé avec le notaire instrumentant, le présent acte.

Signé: I.Dias et M. Schaeffer.

Enregistré à Luxembourg Actes Civils 2, le 08 février 2016. 2LAC/2016/2918. Reçu soixante-quinze euros EUR 75,-.

Le Receveur (signé): André MULLER.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée à la demande de la prédite société, sur papier libre, aux fins de publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 22 février 2016.

Référence de publication: 2016069796/496.

(160032643) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 février 2016.

Lux Gest Asset Management S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1724 Luxembourg, 19-21, boulevard du Prince Henri.

R.C.S. Luxembourg B 30.338.

EXTRAIT

Monsieur Marco Paolucci a démissionné de ses fonctions d'administrateur de la Société avec effet au 25 septembre 2015.

Il résulte de résolutions circulaires du conseil d'administration de la Société du 29 septembre 2015 que Monsieur Nicola Cutini, de résidence professionnelle au 19-21 Boulevard du Prince Henri, L-1724 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, a été nommé avec effet au 27 janvier 2016 en tant qu'administrateur de la Société.

Le conseil d'administration de la Société se compose désormais comme suit jusqu'à l'assemblée générale annuelle des actionnaires qui approuvera les comptes annuels de la Société pour l'exercice social arrêté au 31 décembre 2015:

- M. Gianfranco Pizzutto;
- M. Francesco Molaro;
- Mme Walter Ambrogi; et
- M. Nicola Cutini.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 22 février 2016.

Référence de publication: 2016069914/21.

(160033000) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 février 2016.

Luxbrew S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1259 Senningerberg, 15, Breedewues.

R.C.S. Luxembourg B 191.884.

—
EXTRAIT

Il apparaît que la forme juridique de l'associé Ambrew S.à r.l. a changé de Ambrew S.A. à Ambrew S.à r.l. au 16/09/2015.
Il apparaît que l'adresse de l'associé Ambrew S.à r.l. a changé au 15 Janvier 2016 et est désormais sise au 15, Breedewues, L-1259 Senningerberg, Grand-Duché de Luxembourg.

La société a pris note de la démission du gérant Antonio Frascogna avec date effet 15/02/2016.

Pour extrait conforme
Senningerberg.

Référence de publication: 2016069915/14.

(160033345) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 février 2016.

Hellange S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2134 Luxembourg, 54, Charles Martel.

R.C.S. Luxembourg B 110.237.

In the year two thousand and sixteen, on the fourth day of the month of February;

Before the undersigned notary Danielle KOLBACH, notary residing in Redange/Attert (Grand Duchy of Luxembourg);

Was held

an extraordinary general meeting of the shareholders (the "Meeting") of the public limited company ("Aktiengesellschaft") "HELLANGE S.A.", with registered office in L-2134 Luxembourg, 54, rue Charles Martel, registered with the Trade and Companies Registry of Luxembourg, section B, under the number 110237, (the "Company").

The Company has been incorporated pursuant to a deed of the notary Alex WEBER, residing in Bascharage (Grand Duchy of Luxembourg), on August 11, 2005, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, number 56 of January 10, 2006,

and its articles of association (the "Articles") have been amended pursuant to a deed of the notary Jean SECKLER, residing in Junglinster (Grand Duchy of Luxembourg), on December 22, 2009, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, number 480 of March 5, 2010.

The Meeting is opened by Mr. Claude Wassenich, attorney-at-law, residing professionally in Luxembourg, being in the chair.

The Chairman appoints as secretary and the Meeting elects as scrutineer Mrs. Koloma Francine MOTO, employee, residing professionally in Luxembourg.

The board of the Meeting having thus been constituted, the Chairman declares and requests the notary to state the following:

A) That the agenda of the meeting is the following:

Agenda

1. Exchange of the existing one thousand two hundred and forty (1,240) shares with a nominal value of twenty-five Euros (24.- EUR) each against thirty-one (31) shares with a nominal value of one thousand Euros (1,000.-EUR) each;
2. Amendment of the purpose of the Company as follows:

“The Company’s purpose is the participation in businesses and companies of any kind and the establishment, development, administration and supervision of businesses and companies. The Company may acquire its participations by subscription, contribution in kind, exercise of option rights and in any other way, manage and exploit them and dispose of them by sale, assignment, exchange or in any other way.

The Company may use its means to create, administer, develop and exploit a portfolio consisting of securities and patents of any kind and origin. For this it may acquire all kinds of securities by purchase, subscription or in any other way and alienate them by sale, assignment, exchange or in any other way.

The Company may give loans and grant advance payments and sureties to and for the benefit of its subsidiaries, affiliated companies or any other company in which it has an economic interest, as well as to companies belonging to the same group of companies, and support them in any way, under reserve and allowing for the respective legal provisions and without carrying on a bank business or of the financial sector. Moreover, it may borrow in any form with or without guaranty and mortgage, issue debt securities, loan notes or other debt instruments, pledge or otherwise hypothecate for the benefit of its own creditors or for the benefit of creditors of companies of the aforementioned kind.

Within the limits of its activity, the Company can grant mortgage, loans, with or without guarantee, and stand security for other persons or companies, within the limits of the applicable legal dispositions.

The Company may also carry out any commercial, industrial, financial, movable and immovable operations, which are in direct or indirect relation with its object or which may deem useful in the accomplishment and development of its purposes.”

3. Complete restate of the articles of associations, in order to put them in accordance with the actual dispositions of the modified law of August 10, 1915 on commercial companies and notably with the dispositions of the law of August 25, 2006, introducing, under other things, the single shareholder public limited company with one sole director;

4. Statutory appointments;

5. Authorisation to the sole director to proceed on behalf of the Company with the exchange of the shares as well as with the registration of the newly issued shares in the shareholders' register; and

6. Miscellaneous.

B) That the represented sole shareholder (the “Sole Shareholder”), as well as the number of the shares held by him, are shown on an attendance list; this attendance list is signed by the proxy of the represented Sole Shareholder, the members of the board of the Meeting and the officiating notary.

C) That the proxy of the represented Sole Shareholder, signed “ne varietur” by the members of the board of the Meeting and the officiating notary, will remain annexed to the present deed to be filed at the same time with the registration authorities.

D) That the whole corporate capital is represented at the present Meeting and that the represented Sole Shareholder declares having had due notice and got knowledge of the agenda prior to this Meeting.

No other convening notices were necessary.

E) That the present Meeting, representing the whole corporate capital, is regularly constituted and may validly deliberate on all the items on the agenda.

Then the Meeting, after deliberation, took unanimously the following resolutions:

First resolution

The Meeting resolves the exchange the existing one thousand two hundred and forty (1,240) shares with a nominal value of twenty-five Euros (25.- EUR) each against thirty-one (31) shares with a nominal value of one thousand Euros (1,000.- EUR) each.

Second resolution

The Meeting decides:

- to amend the purpose of the Company and to adopt in consequence for it the wording as reproduced under point 2) of the agenda;

- to completely restate the articles of associations, in order to put them in accordance with the actual dispositions of the modified law of August 10, 1915 on commercial companies and notably with the dispositions of the law of August 25, 2006, introducing, under other things, the single shareholder public limited company with one sole director.

The ARTICLES will henceforth have the following wording:

Art. 1. Form and Name.

1.1 There exists a public limited liability company („Aktiengesellschaft“) (the Company), governed by the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, in particular by the law of August 10, 1915 on commercial companies, as amended (the Law), and by the present articles of incorporation (the Articles).

1.2 The Company exists under the name of “HELLANGE S.A.”.

1.3 The Company may have one shareholder (the Sole Shareholder) or more shareholders. The Company will not be dissolved by the death, suspension of civil rights, insolvency, liquidation or bankruptcy of the Sole Shareholder.

Art. 2. Registered office.

2.1 The registered office is set in the municipality of Luxembourg (Grand Duchy of Luxembourg).

2.2 It may be transferred within the boundaries of the municipality by a resolution of the board of directors of the Company (the Board) or, in the case of a sole director (the Sole Director) by a decision of the Sole Director.

2.3 The registered office may be transferred to any other place within the Grand Duchy of Luxembourg by a decision of the Sole Shareholder or by a collective decision of the shareholders deliberating in the manner provided for amendments to the Articles.

2.4 Where the Board determines that extraordinary political or military developments or events have occurred or are imminent and that these developments or events would interfere with the normal activities of the Company at its registered office, or with the ease of communication between such office and persons abroad, the registered office may be temporarily transferred abroad until the complete cessation of these extraordinary circumstances. Such temporary measures shall have no effect on the nationality of the Company which, notwithstanding the temporary transfer of its registered office, will remain a Luxembourg incorporated company.

Art. 3. Duration.

3.1 The Company is incorporated for an unlimited duration.

3.2 The Company may be dissolved, at any time, by a resolution of the General Meeting (as defined below) adopted in the manner required for amendments of the Articles.

Art. 4. Corporate objects.

4.1 The Company's purpose is the participation in businesses and companies of any kind and the establishment, development, administration and supervision of businesses and companies. The Company may acquire its participations by subscription, contribution in kind, exercise of option rights and in any other way, manage and exploit them and dispose of them by sale, assignment, exchange or in any other way.

4.2 The Company may use its means to create, administer, develop and exploit a portfolio consisting of securities and patents of any kind and origin. For this it may acquire all kinds of securities by purchase, subscription or in any other way and alienate them by sale, assignment, exchange or in any other way.

4.3 The Company may give loans and grant advance payments and sureties to and for the benefit of its subsidiaries, affiliated companies or any other company in which it has an economic interest, as well as to companies belonging to the same group of companies, and support them in any way, under reserve and allowing for the respective legal provisions and without carrying on a bank business or of the financial sector. Moreover, it may borrow in any form with or without guaranty and mortgage, issue debt securities, loan notes or other debt instruments, pledge or otherwise hypothecate for the benefit of its own creditors or for the benefit of creditors of companies of the aforementioned kind.

4.4 Within the limits of its activity, the Company can grant mortgage, loans, with or without guarantee, and stand security for other persons or companies, within the limits of the applicable legal dispositions.

4.5 The Company may also carry out any commercial, industrial, financial, movable and immovable operations, which are in direct or indirect relation with its object or which may deem useful in the accomplishment and development of its purposes.

Art. 5. Share capital.

5.1 The share capital is set at thirty-one thousand Euros (31,000.-EUR), divided into thirty-one (31) fully paid-up shares with a nominal value of one thousand Euros (1,000.- EUR) each.

5.2 In addition to the share capital, there may be set up a premium account into which any premium paid on any share in addition to its par value is transferred. The amount of the premium account may be used to provide for the payment of any shares which the Company may redeem from its Shareholders, to offset any net realised losses, to make distributions to the Shareholders or to allocate funds to the legal reserve.

5.3 The subscribed share capital of the Company may be increased or reduced by a resolution adopted by the General Meeting in the manner required for amendment of the Articles

Art. 6. Shares.

6.1 The shares of the Company may be in registered form or in bearer form or partly in one form or the other form, at the opinion of the sole Shareholder, or in case of plurality of shareholders, at the opinion of the Shareholders, subject to the restrictions foreseen by Law.

6.2 The Company recognizes only one single owner per share. If one or more shares are jointly owned or if the title of ownership to such share(s) is divided, split or disputed, all person(s) claiming a right to such share(s) has/have to appoint one single attorney to represent such share(s) towards the Company. The failure to appoint such attorney implies a suspension of all rights attached to such share(s). The same rule shall apply in the case of conflict between an usufruct holder (Nutzniesser) and a bare owner (Nackteigentümer) or between a pledgor and a pledgee.

6.3 The Company may redeem its own shares within the limits set forth by the Law.

Art. 7. Meetings of the shareholders of the Company.

7.1 In the case of a Sole Shareholder, the Sole Shareholder assumes all powers conferred to the General Meeting. In these Articles, decisions taken, or powers exercised, by the General Meeting shall be a reference to decisions taken, or powers exercised, by the Sole Shareholder as long as the Company has only one shareholder. The decisions taken by the Sole Shareholder are documented by way of minutes.

7.2 In the case of a plurality of Shareholders, any regularly constituted meeting of the shareholders of the Company (the General Meeting) shall represent the entire body of shareholders of the Company. It shall have the broadest powers to order, carry out or ratify acts relating to all the operations of the Company.

7.3 The annual General Meeting shall be held, in accordance with Luxembourg law, on the last Friday of the month of May at 11:00 a.m. at the address of the registered office of the Company or at such other place as may be specified in the convening notice of the meeting.

If such day is not a business day in the Grand Duchy of Luxembourg, the annual General Meeting shall be held on the next following business day.

7.4 The annual General Meeting may be held abroad if, in the absolute and final judgment of the Board, exceptional circumstances so require.

7.5 Other meetings of the shareholders of the Company may be held at such place and time as may be specified in the respective convening notices of the meeting.

7.6 Any Shareholder may participate in a General Meeting by conference call, video conference or similar means of communications equipment whereby (i) the shareholders attending the meeting can be identified, (ii) all persons participating in the meeting can hear and speak to each other, (iii) the transmission of the meeting is performed on an on-going basis and (iv) the shareholders can properly deliberate, and participating in a meeting by such means shall constitute presence in person at such meeting.

Art. 8. Notice, quorum, powers of attorney and convening notices.

8.1 The notice periods and quorum provided for by law shall govern the notice for, and the conduct of, the General Meetings, unless otherwise provided herein.

8.2 Each share is entitled to one vote.

According to Law, non-voting shares representing capital may be issued only on the following conditions:

- they may not represent more than half of the subscribed capital;
- they must, in case of distribution of profits, confer the right to a preferential and cumulative dividend corresponding to a percentage of their nominal value or accounting par value determined by the articles, without prejudice to any right which may be given to them in the distribution of any surplus profits;
- they must confer a preferential right to the reimbursement of the contribution, without prejudice to any right which may be given to them in the distribution of liquidation proceeds.

Preferred non-voting shares may be issued:

- at the incorporation of the Company if provided for by the articles;
- by an increase of capital;
- by the conversion of ordinary shares into preferred non-voting shares.

The General Meeting shall determine the maximum amount of such shares to be issued. If nonvoting shares are created by the conversion of ordinary shares in issue or, where authority for that purpose is included in the articles if nonvoting preferred shares are converted into ordinary shares, the general meeting shall determine the maximum amount of shares to be converted and the conditions for conversion.

The offer for conversion shall be made at the same time to all shareholders in proportion to the amount of capital held. The right to subscribe may be exercised within a period to be determined by the board of directors, which may not be less than thirty days from the start of the subscription period which shall be announced by means of a notice determining the subscription period which shall be published in the *Mémorial C*, *Recueil des Sociétés et Associations*, and in two Luxembourg newspapers

8.3 Except as otherwise required by law or by these Articles, resolutions at a duly convened General Meeting will be passed by a simple majority of those present or represented and voting.

8.4 A Shareholder may act at any General Meeting by appointing another person as his proxy in writing whether in original, by telefax or e-mail to which an electronic signature, which is valid under Luxembourg law, is affixed.

8.5 If all the Shareholders of the Company are present or represented at a General Meeting, and consider themselves as being duly convened and informed of the agenda of the meeting, the meeting may be held without prior notice.

Art. 9. Management.

9.1 The Company shall be managed by a sole Director in case of a sole Shareholder, or by a Board of Directors composed of at least three (3) members in case of plurality of Shareholders, their number being determined by the Sole Shareholder, or in case of plurality of shareholders, by the General Meeting. Director(s) need not to be shareholder(s) of the Company.

In case of plurality of directors the General Meeting may decide to create two categories of directors (A Directors and B Directors).

9.2 The Director(s) shall be elected by the Sole Shareholder, or in case of plurality of shareholders by the General Meeting, for a period not exceeding six (6) years and until their successors are elected, provided, however, that any director may be removed at any time by a resolution taken by the general meeting of shareholders. The director(s) shall be eligible for reappointment.

9.3 In the event of vacancy in the office of a director because of death, resignation or otherwise, the remaining directors elected by the General Meeting may meet and elect a director to fill such vacancy until the next general meeting of shareholders.

Art. 10. Meetings of the Board.

10.1 In case of plurality of directors, the Board of Directors shall choose from among its members a chairman, and may choose among its members one or more vice-chairmen. The Board of Directors may also choose a secretary, who need not be a director and who may be instructed to keep the minutes of the meetings of the Board of Directors as well as to carry out such administrative and other duties as directed from time to time by the Board of Directors.

10.2 The Board of Directors shall meet upon call by, at least, the chairman or any two directors or by any person delegated to this effect by the directors, at the place indicated in the notice of meeting, the person(s) convening the meeting setting the agenda. Notice in writing or by telegram or telefax or email of any meeting of the Board of Directors shall be given to all directors at least eight calendar days in advance of the hour set for such meeting, except in circumstances of emergency where twenty-four hours prior notice shall suffice which shall duly set out the reason of urgency. This notice may be waived, either prospectively or retrospectively, by the consent in writing or by telegram or telefax or e-mail of each director. Separate notice shall not be required for meetings held at times and places described in a schedule previously adopted by resolution of the Board of Directors.

10.3 Any director may act at any meeting of the Board of Directors by appointing in writing or by telegram, telefax, or e-mail another director as his proxy. A director may not represent more than one of his colleagues.

10.4 The Board of Directors may deliberate or act validly only if at least a majority of directors is present or represented at a meeting of the Board of Directors. If a quorum is not obtained within half an hour of the time set for the meeting the directors present may adjourn the meeting to a later time and venue. Notices of the adjourned meeting shall be given by the secretary to the board, if any, failing whom by any director.

10.5 Decisions shall be taken by a majority vote of the directors present or represented at such meeting. In the event that in any meeting the number of votes for and against a resolution shall be equal, the chairman of the Board of Directors shall not have a casting vote. In case of a tie, the proposed decision is considered as rejected.

10.6 Any director may participate in a meeting of the Board of Directors by conference call, video-conference or similar means of communications equipment whereby all persons participating in the meeting can hear each other, and participating in a meeting by such means shall constitute presence in person at such meeting.

10.7 Notwithstanding the foregoing, a resolution of the Board of Directors may also be passed by unanimous consent in writing which may consist of one or several documents containing the resolutions and signed by each and every director. The date of such a resolution shall be the date of the last signature.

10.8 This article does not apply in the case that the Company is managed by a Sole Director.

Art. 11. Powers of the Board. The Board is vested with the broadest powers to perform or cause to be performed all acts of disposition and administration in the Company's interest. All powers not expressly reserved by the Law or by the Articles to the General Meeting fall within the competence of the Board.

Art. 12. Delegation of powers.

12.1 The Board of Directors may appoint one delegate to the day to day management of the Company, who need not be neither a shareholder neither a Directors, who will have the full power to act in the name of the Company concerning the day to day management.

12.2 The Board is also authorised to appoint a person, either director or not, for the purposes of performing specific functions at every level within the Company.

Art. 13. Binding signatures.

13.1 The Company shall be bound towards third parties in all matters only (i) by the joint signatures of any two members of the Board, (ii) by the individual signature of the Sole Director, or (iii) by the joint signatures of any persons or sole signature of the person to whom such signatory power has been granted by the Board or the Sole Director, but only within the limits of such power.

13.2 In case of directors of category A and category B, the Company will be bound by the joint signature of any A Director together with any B Director.

Art. 14. Conflict of interests.

14.1 No contract or other transaction between the Company and any other company or firm shall be affected or invalidated by the fact that any one or more of the directors or officers of the Company is interested in, or is a director, associate, officer or employee of such other company or firm.

14.2 Any director or officer of the Company who serves as director, officer or employee of any company or firm with which the Company shall contract or otherwise engage in business shall not, solely by reason of such affiliation with such other company or firm, be prevented from considering and voting or acting upon any matters with respect to such contract or other business.

14.3 In the event that any director of the Company may have any personal and opposite interest in any transaction of the Company, such director shall make known to the Board such personal and opposite interest and shall not consider or vote upon any such transaction, and such transaction, and such director's interest therein, shall be reported to the next following annual General Meeting. The two preceding paragraphs do not apply to resolutions of the Board concerning transactions made in the ordinary course of business of the Company of which are entered into on arm's length terms.

Art. 15. Statutory Auditor(s).

15.1 The operations of the Company shall be supervised by one or several statutory auditor(s) (Rechnungskommissar (e)), or, where requested by the Law, an independent external auditor (Wirtschaftsprüfer). The statutory auditor(s) shall be elected for a term not exceeding six years and shall be re-eligible.

15.2 The statutory auditor(s) will be appointed by the General Meeting which will determine their number, their remuneration and the term of their office. The statutory auditor(s) in office may be removed at any time by the General Meeting with or without cause.

Art. 16. Accounting year. The accounting year of the Company shall begin on the 1st of January of each year and shall terminate on the 31st of December of the same year.

Art. 17. Allocation of profits.

17.1 From the annual net profits of the Company, 5% (five per cent) shall be allocated to the reserve required by law. This allocation shall cease to be required as soon as such legal reserve amounts to 10% (ten per cent.) of the capital of the Company as stated or as increased or reduced from time to time as provided in article 5 above.

17.2 The General Meeting shall determine how the remainder of the annual net profits shall be disposed of and it may alone decide to pay dividends from time to time, as in its discretion believes best suits the corporate purpose and policy.

17.3 The dividends may be paid in euro or any other currency selected by the Board and they may be paid at such places and times as may be determined by the Board. The Board may decide to pay interim dividends under the conditions and within the limits laid down in the Law.

Art. 18. Dissolution and liquidation. The Company may be dissolved, at any time, by a resolution of the General Meeting adopted in the manner required for amendment of these Articles. In the event of a dissolution of the Company, the liquidation shall be carried out by one or several liquidators (who may be physical persons or legal entities) appointed by the General Meeting deciding such liquidation. Such General Meeting shall also determine the powers and the remuneration of the liquidator(s).

Art. 19. Amendments. These Articles may be amended, from time to time, by an extraordinary General Meeting, subject to the quorum and majority requirements referred to in the Law.

Art. 20. Applicable law. All matters not expressly governed by these Articles shall be determined in accordance with the Law.

Third resolution

The Meeting ascertains that the mandates of the directors and of the managing director have expired and resolves, in so far as necessary, to grant them full and entire discharge the execution of their respective mandate.

Fourth resolution

As allowed by legal dispositions and by the present restated Articles, the Meeting appoints Mr. Vincent VAN DER TOL, independent, born in Utrecht (the Netherlands), on May 18, 1969, residing in NL-2151 GN Nieuw-Vennep, 5, Laan Van Berlioz, as sole director, who will exercise the powers devolving on the board of directors of the Company, his mandate will expire at the annual general meeting in the year 2021.

Fifth resolution

The Meeting ascertains that the mandate of the statutory auditor, Mrs. Patricia SAND, will end at the annual general meeting of 2016 and resolves:

- to grant said statutory auditor, by special vote, full and entire discharge the execution of her mandate until today's date, and

- to renew her mandate, so that said mandate will expire at the issue of the annual general meeting of the year 2021, unless she previously resigns or is revoked.

Sixth resolution

The Meeting resolves to authorize sole director to proceed on behalf of the Company with the exchange of the shares as well as with the registration of the newly issued shares in the shareholders' register.

There being no further business on the agenda, the Chairman thereupon has closed the Meeting.

Expenses

The aggregate amount of the costs, expenditures, remunerations or expenses, in any form whatsoever, which the Company incurs or for which it is liable by reason of the present deed, is approximately one thousand four hundred Euros (1,400.- EUR).

Statement

The undersigned notary, who speaks and understands English and German, states herewith that the present deed is worded in English followed by a German version; on request of the appearing persons and in case of divergences between the English and the German version, the English version will be prevailing.

WHEREOF, the present notarial deed was drawn up in Luxembourg, on the day stated at the beginning of this document.

The deed having been read to the appearing persons, known to the officiating notary by their first and last name, civil status and residence, the said appearing persons signed together with Us the notary the present deed.

Follows the German version of the preceding text: Es folgt die deutsche Fassung des vorangegangenen Textes:

Im Jahre zweitausendsechzehn, am vierten Tag des Monats Februar;

Vor der unterzeichneten Notarin Danielle KOLBACH, mit dem Amtssitz in Redingen/Attert (Großherzogtum Luxemburg);

Wurde eine

außerordentliche Generalversammlung der Aktionäre (die „Versammlung“) der Aktiengesellschaft „HELLANGE S.A.“, mit Sitz in L- 2134 Luxembourg, 54, rue Charles Martel, eingetragen im Handels- und Firmenregister, Sektion B, unter der Nummer 187311, (die „Gesellschaft“), abgehalten.

Die Gesellschaft ist gegründet worden gemäß Urkunde aufgenommen durch Notar Alex WEBER, mit dem Amtssitz in Niederkerschen (Großherzogtum Luxemburg), am 11. August 2005, veröffentlicht im Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, Nummer 56 vom 10. Januar 2006,

und deren Statuten (die „Statuten“) sind abgeändert worden gemäß Urkunde aufgenommen durch Notar Jean SECKLER, mit dem Amtssitz in Junglinster (Großherzogtum Luxemburg), am 22. Dezember 2009, veröffentlicht im Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, Nummer 480 vom 5. März 2010.

Die Versammlung wird unter dem Vorsitz von Herrn Claude WASSENICH, Rechtsanwalt, beruflich ansässig in Luxemburg, eröffnet.

Der Vorsitzende bestellt zur Schriftführerin und die Versammlung wählt zur Stimmzählerin Frau Koloma Francine MOTO, Angestellte, beruflich ansässig in Luxemburg.

Der Vorstand der Versammlung ist damit konstituiert und der Vorsitzende erklärt und ersucht den Notar folgendes zu beurkunden:

A) Dass die Tagesordnung der Versammlung wie folgt lautet:

Tagesordnung

1. Umtausch der tausendzweihundertvierzig (1.240) bestehenden Aktien mit einem Nominalwert von je fünfundzwanzig Euro (25,- EUR) gegen einunddreißig (31) Aktien mit einem Nominalwert von je tausend Euro (1.000,- EUR);

2. Abänderung des Gesellschaftszweckes wie folgt:

„Der Gesellschaftszweck ist die Beteiligung an Unternehmen und Gesellschaften jedweder Art und die Gründung, Entwicklung, Verwaltung und Kontrolle von Unternehmen und Gesellschaften. Die Gesellschaft kann ihre Beteiligungen durch Zeichnung, Erbringung von Einlagen, Ausübung von Kaufoptionen oder in sonstiger Art und Weise erwerben und durch Verkauf, Abtretung, Tausch oder in sonstiger Art und Weise verwerten.

Die Gesellschaft kann ihre Mittel zur Schaffung, Verwaltung, Entwicklung und Verwertung eines Portfolios verwenden, welches sich aus Wertpapieren und Patenten jedweder Art und Herkunft zusammensetzen kann. Sie kann dabei alle Arten von Wertpapieren durch Ankauf, Zeichnung oder in sonstiger Art und Weise erwerben und diese durch Verkauf, Abtretung oder Tausch oder in sonstiger Weise veräußern.

Die Gesellschaft kann Unternehmen, an denen sie beteiligt ist oder ein wirtschaftliches Interesse hat, wie auch Unternehmen, die zu der gleichen Gruppe gehören, unter Vorbehalt und Beachtung der diesbezüglich zur Anwendung gelangenden gesetzlichen Bestimmungen, und ohne insoweit Geschäfte zu tätigen, die Bankgeschäfte oder Geschäfte des

Finanzsektors sind, Darlehen, Vorschüsse oder Sicherheiten gewähren und diese in jedweder Art und Weise zu unterstützen. Sie kann darüber hinaus Darlehen mit oder ohne Garantie aufnehmen und Hypotheken, Pfandrechte und sonstige Sicherheiten aller Art zugunsten ihrer eigenen Gläubiger oder zugunsten von Gläubigern von Unternehmen der vorbezeichneten Art bestellen.

Im Rahmen ihrer Tätigkeit kann die Gesellschaft in Hypothekeneintragungen einwilligen, Darlehen aufnehmen, mit oder ohne Garantie, und für andere Personen oder Gesellschaften Bürgschaften leisten, unter Vorbehalt der diesbezüglichen gesetzlichen Bestimmungen.

Die Gesellschaft kann außerdem alle anderen Operationen kommerzieller, industrieller, finanzieller, mobiliarer und immobilärer Art, welche sich direkt oder indirekt auf den Gesellschaftszweck beziehen oder denselben fördern, ausführen.“

3. Komplette Neufassung der Statuten, um diese mit den jetzigen Bestimmungen des abgeänderten Gesetzes vom 10. August 1915 über die Handelsgesellschaften und insbesondere mit den Bestimmungen des Gesetzes vom 25. August 2006, einführend, unter anderem, die Einmannaktiengesellschaft mit einem Alleingesellschafter, in Einklang zu bringen;

4. Statutarische Ernennungen;

5. Befugnis an den Alleinverwalter für die Gesellschaft den Umtausch der Aktien, sowie die Eintragung der neuen ausgegebenen Aktien in das Aktionärsregister zu veranlassen; und

6. Verschiedenes.

B) Dass der vertretene alleinige Gesellschafter (der „Alleingesellschafter“), sowie die Anzahl der von ihm gehaltenen Aktien, in einer Anwesenheitsliste vermerkt werden; diese Anwesenheitsliste wird von dem Bevollmächtigten des vertretenen Alleingesellschafters, den Mitgliedern des Vorstands der Versammlung und dem unterzeichneten Notar unterzeichnet.

C) Dass die Vollmacht der vertretenen Alleingesellschafters, von den Mitgliedern des Vorstands der Versammlung und dem amtierenden Notar „ne varietur“ unterzeichnet, dieser Urkunde beigebogen wird, um mit derselben einregistriert zu werden.

D) Dass das gesamte Gesellschaftskapital vertreten ist und dass der vertretene Alleingesellschafter erklärt, eine entsprechende Einberufung erhalten zu haben und dass er vor Versammlungsdatum über die Tagesordnung verfügen konnte.

Keine weiteren Einberufungsmittelungen waren erforderlich.

E) Dass diese Versammlung, die das gesamte Gesellschaftskapital vertritt, ordnungsgemäß einberufen wurde und dass rechtsgültige Beschlüsse über alle in der Tagesordnung angegebenen Themen gefasst werden können.

Alsdann fasste die Versammlung, nach Beratung, einstimmig folgende Beschlüsse:

Erster Beschluss

Die Versammlung beschließt die tausendzweihundertvierzig (1.240) bestehenden Aktien mit einem Nominalwert von je fünfundzwanzig Euro (31,- EUR) gegen einunddreißig (31) Aktien mit einem Nominalwert von je tausend Euro (1.000,- EUR) umzutauschen.

Zweiter Beschluss

Die Versammlung beschließt:

- den Gesellschaftszweck abzuändern und dementsprechend für ihn den in der Tagesordnung unter Punkt 2) angegebenen Wortlaut anzunehmen;

- die Statuten komplett neu zu verfassen, um diese mit den jetzigen Bestimmungen des abgeänderten Gesetzes vom 10. August 1915 über die Handelsgesellschaften und insbesondere mit den Bestimmungen des Gesetzes vom 25. August 2006, einführend, unter anderem, die Einmannaktiengesellschaft mit einem Alleingesellschafter, in Einklang zu bringen.

Infolgedessen erhalten die STATUTEN fortan folgenden Wortlaut

Art. 1. Form und Name.

1.1 Es besteht eine Aktiengesellschaft (die Gesellschaft), welche dem Recht des Großherzogtums Luxemburg, insbesondere dem Gesetz vom 10. August 1915 über Handelsgesellschaften in seiner geänderten Fassung (das Gesetz), sowie der vorliegenden Satzung (die Satzung) unterliegt.

1.2 Die Gesellschaft führt den Namen „HELLANGE S.A.“.

1.3 Die Gesellschaft kann einen Einzelaktionär (der Einzelaktionär) oder mehrere Aktionäre haben. Die Gesellschaft kann nicht durch das Ableben, die Aussetzung der bürgerlichen Rechte, die Insolvenz, die Liquidation oder den Bankrott des Einzelaktionärs aufgelöst werden.

Art. 2. Gesellschaftssitz.

2.1 Der Sitz der Gesellschaft befindet sich in der Gemeinde Luxemburg (Großherzogtum Luxemburg).

2.2 Er kann innerhalb der Grenzen der Gemeinde durch einfachen Beschluss des Verwaltungsrats der Gesellschaft (der Verwaltungsrat) bzw. im Fall eines einzelnen Verwaltungsratsmitglieds (das einzelne Verwaltungsratsmitglied) durch Beschluss des einzelnen Verwaltungsratsmitglieds verlegt werden.

2.3 Der Gesellschaftssitz kann auf Grund eines Beschlusses des Einzelaktionärs oder durch einen kollektiven Beschluss der Gesellschafter, welcher nach den gesetzlichen Regelungen, die für eine Änderungen der Satzung maßgeblich sind, ergeht, an jeden anderen Ort innerhalb des Großherzogtums Luxemburg verlegt werden.

2.4 Falls der Verwaltungsrat der Ansicht ist, dass außergewöhnliche politische oder militärische Ereignisse stattfinden werden oder unmittelbar bevorstehen, welche die normale Geschäftstätigkeit am Gesellschaftssitz oder die reibungslose Kommunikation zwischen dem Gesellschaftssitz und dem Ausland beeinträchtigen könnten, kann er den Gesellschaftssitz vorübergehend ins Ausland verlegen, bis diese außergewöhnlichen Umstände beendet sind. Diese vorübergehende Maßnahme hat jedoch keinen Einfluss auf die Staatsangehörigkeit der Gesellschaft, die eine luxemburgische Gesellschaft bleibt.

Art. 3. Dauer der Gesellschaft.

3.1 Die Gesellschaft wird auf unbestimmte Zeit gegründet.

3.2 Die Gesellschaft kann jederzeit durch Beschluss der Hauptversammlung (wie nachstehend definiert) der Gesellschaft, welcher in der zur Änderung der Satzung erforderlichen Weise gefasst wird, aufgelöst werden.

Art. 4. Gesellschaftszweck.

4.1 Der Gesellschaftszweck ist die Beteiligung an Unternehmen und Gesellschaften jedweder Art und die Gründung, Entwicklung, Verwaltung und Kontrolle von Unternehmen und Gesellschaften. Die Gesellschaft kann ihre Beteiligungen durch Zeichnung, Erbringung von Einlagen, Ausübung von Kaufoptionen oder in sonstiger Art und Weise erwerben und durch Verkauf, Abtretung, Tausch oder in sonstiger Art und Weise verwerten.

4.2 Die Gesellschaft kann ihre Mittel zur Schaffung, Verwaltung, Entwicklung und Verwertung eines Portfolios verwenden, welches sich aus Wertpapieren und Patenten jedweder Art und Herkunft zusammensetzen kann. Sie kann dabei alle Arten von Wertpapieren durch Ankauf, Zeichnung oder in sonstiger Art und Weise erwerben und diese durch Verkauf, Abtretung oder Tausch oder in sonstiger Weise veräußern.

4.3 Die Gesellschaft kann Unternehmen, an denen sie beteiligt ist oder ein wirtschaftliches Interesse hat, wie auch Unternehmen, die zu der gleichen Gruppe gehören, unter Vorbehalt und Beachtung der diesbezüglich zur Anwendung gelangenden gesetzlichen Bestimmungen, und ohne insoweit Geschäfte zu tätigen, die Bankgeschäfte oder Geschäfte des Finanzsektors sind, Darlehen, Vorschüsse oder Sicherheiten gewähren und diese in jedweder Art und Weise zu unterstützen. Sie kann darüber hinaus Darlehen mit oder ohne Garantie aufnehmen und Hypotheken, Pfandrechte und sonstige Sicherheiten aller Art zugunsten ihrer eigenen Gläubiger oder zugunsten von Gläubigern von Unternehmen der vorbezeichneten Art bestellen.

4.4 Im Rahmen ihrer Tätigkeit kann die Gesellschaft in Hypothekeneintragungen einwilligen, Darlehen aufnehmen, mit oder ohne Garantie, und für andere Personen oder Gesellschaften Bürgschaften leisten, unter Vorbehalt der diesbezüglichen gesetzlichen Bestimmungen.

4.5 Die Gesellschaft kann außerdem alle anderen Operationen kommerzieller, industrieller, finanzieller, mobiliarer und immobilärer Art, welche sich direkt oder indirekt auf den Gesellschaftszweck beziehen oder denselben fördern, ausführen.

Art. 5. Gesellschaftskapital.

5.1 Das Gesellschaftskapital beträgt einunddreißigtausend Euro (31.000,- EUR), eingeteilt in einunddreißig (31) voll eingezahlte Aktien mit einem Nominalwert von je tausend Euro (1.000,- EUR).

5.2 Zusätzlich zum Gesellschaftskapital kann ein Aufgeldkonto eingerichtet werden, auf das sämtliche Emissionsaufgelder, die auf eine Aktie zusätzlich zu ihrem Nennwert gezahlt werden, überwiesen werden. Das Guthaben dieses Aufgeldkontos kann für die Bezahlung von Aktien, welche die Gesellschaft von ihren Aktionären zurückkauft, für den Ausgleich von realisierten Nettoverlusten, für Ausschüttungen an die Aktionäre oder für die Zuführung von Geldern in die gesetzliche Rücklage verwendet werden.

5.3 Durch Beschluss der Hauptversammlung, welcher in der zur Änderung der Satzung erforderlichen Weise gefasst wird, kann das gezeichnete Gesellschaftskapital der Gesellschaft erhöht oder herabgesetzt werden.

Art. 6. Aktien.

6.1 Die Aktien der Gesellschaft sind Namensaktien oder Inhaberaktien oder ein Teil der Aktien sind Namensaktien und der andere Teil sind Inhaberaktien, je nach Wahl des Einzelaktionärs bzw. bei mehreren Aktionären je nach Wahl der Aktionäre, vorbehaltlich gegenteiliger Bestimmungen des Gesetzes.

6.2 Die Gesellschaft erkennt nur einen Inhaber je Aktie an. Falls eine oder mehrere Aktien gemeinsam gehalten werden oder falls die Eigentumstitel dieser Aktien geteilt, fragmentiert oder strittig sind, muss/müssen diejenige(n) Person(en), die ein Recht an dieser/diesen Aktie(n) geltend macht/machen, einen einzigen Vertreter ernennen, um die Aktie(n) gegenüber der Gesellschaft zu vertreten. Die Unterlassung dieser Ernennung hat die Suspendierung der Ausübung sämtlicher mit den Aktien verbundenen Rechte zur Folge. Die gleiche Regel findet Anwendung im Fall eines Konflikts zwischen einem Nießbraucher und einem Inhaber des Stammrechts oder zwischen einem Pfandgläubiger und einem Pfandschuldner.

6.3 Die Gesellschaft kann unter den von dem Gesetz vorgesehenen Bedingungen ihre eigenen Aktien zurückkaufen.

Art. 7. Aktionärsversammlungen der Gesellschaft.

7.1 Im Fall eines Einzelaktionärs hat dieser sämtliche der Hauptversammlung verliehenen Befugnisse. In dieser Satzung ist jede Bezugnahme auf die von der Hauptversammlung gefassten Beschlüsse oder ausgeübten Befugnisse eine Bezug-

nahme auf die vom Einzelaktionär gefassten Beschlüsse oder ausgeübten Befugnisse, solange die Gesellschaft nur einen Einzelaktionär hat. Die vom Einzelaktionär gefassten Beschlüsse werden in Protokollen registriert.

7.2 Im Fall mehrerer Aktionäre vertritt jede ordnungsgemäß gebildete Hauptversammlung der Aktionäre der Gesellschaft (die Hauptversammlung) sämtliche Aktionäre der Gesellschaft. Sie verfügt über die weitestgehenden Befugnisse, um alle Handlungen in Bezug auf die Geschäfte der Gesellschaft anzuordnen, durchzuführen oder zu genehmigen.

7.3 Die jährliche Hauptversammlung wird gemäß luxemburgischem Recht am letzten Freitag des Monats Mai um 11.00 Uhr am Sitz der Gesellschaft oder an einem anderen, in den Einberufungen angegebenen Ort abgehalten.

Falls dieser Tag im Großherzogtum Luxemburg ein Feiertag ist, wird die jährliche Hauptversammlung am ersten folgenden Werktag abgehalten.

7.4 Die Hauptversammlung kann im Ausland abgehalten werden, wenn der Verwaltungsrat nach freiem Ermessen feststellt, dass außergewöhnliche Umstände dies verlangen.

7.5 Die anderen Hauptversammlungen können an dem im jeweiligen Einberufungsschreiben angegebenen Ort und Datum abgehalten werden.

7.6 Jeder Aktionär der Gesellschaft kann an der Hauptversammlung mittels Telefon- oder Videokonferenz oder eines ähnlichen Kommunikationsmittels teilnehmen, mittels dessen (i) die an der Hauptversammlung teilnehmenden Aktionäre identifiziert werden können, (ii) jeder Teilnehmer der Hauptversammlung die anderen Teilnehmer hören kann und mit ihnen sprechen kann, (iii) die Hauptversammlung direkt übertragen wird und (iv) die Aktionäre rechtsgültig beraten können. Die Teilnahme an einer Hauptversammlung durch ein solches Kommunikationsmittel gilt als der persönlichen Teilnahme an einer solchen Versammlung gleichwertig.

Art. 8. Einberufungsfristen, Beschlussfähigkeit, Vollmachten, Einberufungsschreiben.

8.1 Für die Einberufungsschreiben und die Abhaltung der Hauptversammlung gelten die von dem Gesetz vorgeschriebenen Einberufungsfristen und Beschlussfähigkeitsbestimmungen, sofern in der Satzung nichts anderes bestimmt wird.

8.2 Jede Aktie gewährt eine Stimme.

Gemäß dem Gesetz dürfen Aktien ohne Stimmrecht auf das Kapital nur unter folgenden Bedingungen ausgegeben werden:

- sie dürfen nur für maximal die Hälfte des Kapitals gezeichnet werden;
- im Falle einer Gewinnausschüttung hat der Anteilseigner das Recht auf eine bevorzugte und kumulative Dividende, die prozentual dem Nennwert der Anteile oder dem in der Satzung festgelegten rechnerischen Nennwert der Anteile entspricht, unbeschadet jedweder Rechte, die mit den Anteilen hinsichtlich der Ausschüttung von Gewinnüberschüssen verbunden sein können;
- der Anteilseigner hat ein Vorzugsrecht auf die Rückerstattung seiner Einlage, unbeschadet jedweder Rechte, die mit den Anteilen hinsichtlich der Ausschüttung von Liquidationserlösen verbunden sein können.

Vorzugsaktien ohne Stimmrecht dürfen in folgenden Fällen ausgegeben werden:

- bei der Eintragung der Gesellschaft, wenn dies in der Satzung vorgesehen ist;
- durch eine Kapitalerhöhung;
- durch die Umwandlung von Stammaktien in nicht stimmberechtigte Vorzugsaktien.

Die Gesellschafterversammlung legt die Höchstmenge solcher auszugebender Anteile fest. Werden Anteile ohne Stimmrecht durch die Umwandlung von ausgegebenen Stammaktien geschaffen oder, wenn die Satzung eine Berechtigung zu diesem Zweck vorsieht, werden nicht stimmberechtigte Vorzugsaktien in Stammaktien umgewandelt, so legt die Gesellschafterversammlung die Höchstmenge der umzuwandelnden Anteile fest sowie die Bedingungen für eine solche Umwandlung.

Ein Angebot zur Umwandlung hat gleichzeitig an alle Anteilseigner im Verhältnis zu dem von diesen gehaltenen Kapital zu ergehen. Das Zeichnungsrecht kann innerhalb eines vom Vorstand festzulegenden Zeitraums ausgeübt werden, der jedoch mindestens dreißig Tage ab dem Beginn der Zeichnungsfrist betragen muss; diese wird durch eine Mitteilung über die Länge der Zeichnungsfrist bekanntgegeben durch Veröffentlichung im Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, und in zwei luxemburgischen Zeitungen.

8.3 Soweit im Gesetz oder in der Satzung nichts anderes festgelegt ist, werden die Beschlüsse der ordnungsgemäß einberufenen Hauptversammlung durch die einfache Mehrheit der anwesenden oder vertretenen und an der Abstimmung teilnehmenden Aktionäre gefasst.

8.4 Jeder Aktionär kann an den Hauptversammlungen der Aktionäre der Gesellschaft teilnehmen, indem er schriftlich entweder per Urschrift oder per Telefax oder per E-Mail (versehen mit einer elektronischen Unterschrift gemäß den Anforderungen des luxemburgischen Rechts) eine andere Person zu seinem Vertreter ernannt.

8.5 Sind alle Aktionäre bei der Hauptversammlung anwesend oder vertreten und erklären, ordnungsgemäß einberufen und über die Tagesordnung der Hauptversammlung informiert worden zu sein, so kann die Hauptversammlung auch ohne vorherige Einberufung abgehalten werden.

Art. 9. Verwaltung der Gesellschaft.

9.1 Im Fall eines Einzelaktionärs kann die Gesellschaft von einem einzelnen Verwaltungsratsmitglied verwaltet werden. Die genaue Zahl der Verwaltungsratsmitglieder ist dann vom Einzelaktionär festzulegen. Im Fall mehrerer Aktionäre wird die Gesellschaft vom Verwaltungsrat, der aus mindestens drei (3) Mitgliedern besteht, verwaltet. Die genaue Zahl der Verwaltungsratsmitglieder ist dann von der Hauptversammlung festzulegen. Das/Die Verwaltungsratsmitglied(er) muss/müssen nicht Aktionär(e) sein. Bei mehreren Verwaltungsratsmitgliedern kann die Hauptversammlung beschließen, zwei Kategorien von Verwaltungsratsmitgliedern (Verwaltungsratsmitglieder A und Verwaltungsratsmitglieder B) zu schaffen.

9.2 Das/Die Verwaltungsratsmitglied(er) wird/werden vom Einzelaktionär oder bei mehreren Aktionären von der Hauptversammlung für einen Zeitraum von höchstens sechs (6) Jahren gewählt, bis ihre Nachfolger gewählt worden sind. Ein Verwaltungsratsmitglied kann jedoch jederzeit durch Beschluss der Hauptversammlung abberufen werden. Die Wiederwahl des scheidenden Verwaltungsratsmitglieds/der scheidenden Verwaltungsratsmitglieder ist zulässig.

9.3 Bei Vakanz des Postens eines Verwaltungsratsmitglieds infolge von Tod, Rücktritt oder eines anderen Grundes können die übrigen von der Hauptversammlung gewählten Verwaltungsratsmitglieder zusammentreten und ein Verwaltungsratsmitglied wählen, das die mit dem frei gewordenen Posten verbundenen Aufgaben bis zur nächsten Hauptversammlung erfüllt.

Art. 10. Versammlungen des Verwaltungsrats.

10.1 Bei mehreren Verwaltungsratsmitgliedern muss der Verwaltungsrat unter seinen Mitgliedern einen Vorsitzenden wählen und kann aus seiner Mitte einen oder mehrere stellvertretende Vorsitzende wählen. Er kann ebenfalls einen Schriftführer ernennen, der kein Verwaltungsratsmitglied sein muss und dem die Führung des Protokolls bei den Versammlungen des Verwaltungsrats oder die Ausführung von administrativen oder anderen gelegentlich vom Verwaltungsrat beschlossenen Aufgaben übertragen werden kann.

10.2 Der Verwaltungsrat versammelt sich auf eine Einberufung seines Vorsitzenden oder mindestens zweier Verwaltungsratsmitglieder hin an dem im Einberufungsschreiben angegebenen Ort. Die die Versammlung einberufende(n) Person(en) bestimmt/bestimmen die Tagesordnung. Jedes Verwaltungsratsmitglied erhält mindestens acht Tage vor dem für die Versammlung vorgesehenen Zeitpunkt eine Mitteilung in Form eines Briefs, Telegramms, Telefax oder einer E-Mail, außer im Fall einer Dringlichkeit. In einem solchen Fall muss das 24 Stunden vor der Versammlung versandte Einberufungsschreiben die Art dieser Dringlichkeit angeben. Das Erfordernis einer derartigen Einberufung braucht im Fall eines vor oder nach der Versammlung erteilten Einverständnisses eines jeden Verwaltungsratsmitglieds in Form eines Briefs, Telegramms, Telefax oder einer E-Mail nicht beachtet zu werden. Eine besondere Einberufung ist nicht erforderlich für Versammlungen des Verwaltungsrats, die zu einem Zeitpunkt und an einem Ort abgehalten werden, die zuvor vom Verwaltungsrat beschlossen wurden.

10.3 Jedes Verwaltungsratsmitglied kann sich vertreten lassen, indem es ein anderes Verwaltungsratsmitglied per Brief, Telegramm, Telefax oder E-Mail zu seinem Vertreter ernannt. Ein Verwaltungsratsmitglied kann nicht mehr als einen seiner Kollegen vertreten.

10.4 Der Verwaltungsrat kann nur rechtsgültig beraten und handeln, wenn die Mehrheit der Verwaltungsratsmitglieder bei der Versammlung des Verwaltungsrats anwesend oder vertreten sind. Wenn die Beschlussfähigkeit nicht innerhalb einer halben Stunde nach dem für die Versammlung vorgesehenen Zeitpunkt gegeben ist, können die anwesenden Verwaltungsratsmitglieder die Versammlung an einen anderen Ort und auf einen späteren Zeitpunkt vertagen. Die Einberufungsschreiben für die vertagten Versammlungen werden den Mitgliedern des Verwaltungsrats gegebenenfalls durch den Schriftführer übermittelt, ansonsten durch ein Verwaltungsratsmitglied.

10.5 Die Beschlüsse werden durch die Mehrheit der Stimmen der bei jeder Versammlung anwesenden oder vertretenen Verwaltungsratsmitglieder gefasst. Falls bei einer Versammlung des Verwaltungsrats Stimmengleichheit für oder gegen einen Beschluss vorliegt, ist die Stimme des Vorsitzenden des Verwaltungsrats nicht ausschlaggebend. Bei Stimmengleichheit gilt der Beschluss als abgelehnt.

10.6 Jedes Verwaltungsratsmitglied kann an einer Versammlung des Verwaltungsrats mittels Telefon- oder Videokonferenz oder eines ähnlichen Kommunikationsmittels teilnehmen, mittels dessen alle Teilnehmer der Versammlung sich hören können. Die Teilnahme an der Versammlung durch ein solches Kommunikationsmittel gilt als der persönlichen Teilnahme an dieser Versammlung gleichwertig.

10.7 Unbeschadet der vorstehenden Bestimmungen kann ein Beschluss des Verwaltungsrats auch in Form eines Umlaufbeschlusses gefasst werden, der sich aus einem oder mehreren Dokumenten ergibt, das/die die Beschlüsse enthält/enthalten und das/die ausnahmslos von allen Mitgliedern des Verwaltungsrats unterzeichnet wird/werden. Das Datum eines solchen Beschlusses ist dasjenige der letzten Unterschrift.

10.8 Dieser Artikel gilt nicht für den Fall, dass die Gesellschaft durch ein einzelnes Verwaltungsratsmitglied verwaltet wird.

Art. 11. Befugnisse des Verwaltungsrats. Dem Verwaltungsrat sind die weitestgehenden Befugnisse übertragen, um sämtliche Verfügungs- und Verwaltungshandlungen im Interesse der Gesellschaft durchzuführen. Sämtliche nicht ausdrücklich durch das Gesetz oder die Satzung der Hauptversammlung vorbehaltenen Befugnisse fallen in die Zuständigkeit des Verwaltungsrats.

Art. 12. Vollmachtserteilung.

12.1 Der Verwaltungsrat kann einen Delegierten für die tägliche Verwaltung ernennen, der weder Aktionär noch Mitglied des Verwaltungsrats zu sein braucht und mit den erforderlichen Vollmachten versehen wird, um in Bezug auf alles, was die tägliche Verwaltung betrifft, im Namen der Gesellschaft zu handeln.

12.2 Der Verwaltungsrat ist auch befugt, eine Person, die kein Verwaltungsratsmitglied zu sein braucht, für die Ausführung besonderer Aufträge auf sämtlichen Ebenen der Gesellschaft zu ernennen.

Art. 13. Unterschriften von Zeichnungsbefugten.

13.1 Die Gesellschaft wird Dritten gegenüber in jedem Falle nur verpflichtet (i) durch die gemeinsame Unterschrift von zwei Verwaltungsratsmitgliedern der Gesellschaft, (ii) durch die Unterschrift des einzelnen Verwaltungsratsmitglieds oder (iii) durch die gemeinsamen Unterschriften aller Personen oder die alleinige Unterschrift der Person, denen/der eine Zeichnungsbefugnis durch den Verwaltungsrat übertragen worden ist, und soweit die ihr/ihnen übertragenen Befugnisse reichen.

13.2 Im Fall von Verwaltungsratsmitgliedern der Kategorie A und der Kategorie B wird die Gesellschaft rechtsgültig durch die gemeinsame Unterschrift eines Verwaltungsratsmitglieds A und eines Verwaltungsratsmitglieds B verpflichtet.

Art. 14. Interessenkonflikt.

14.1 Kein Vertrag oder keine sonstige Transaktion zwischen der Gesellschaft und jeglicher anderen Gesellschaft oder Körperschaft wird durch den Umstand beeinflusst oder unwirksam, dass ein oder mehrere Verwaltungsratsmitglieder oder Handlungsbevollmächtigte der Gesellschaft ein persönliches Interesse an dieser anderen Gesellschaft oder Körperschaft haben sollten oder Verwaltungsratsmitglied, Gesellschafter, Handlungsbevollmächtigter oder Angestellter dieser sonstigen Gesellschaft oder Körperschaft sind.

14.2 Ein Verwaltungsratsmitglied oder Handlungsbevollmächtigter der Gesellschaft, welches bzw. welcher Verwaltungsratsmitglied, Handlungsbevollmächtigter oder Angestellter einer Gesellschaft oder Körperschaft ist, mit der die Gesellschaft einen Vertrag abschließt oder der gegenüber sie sich anderweitig geschäftlich verpflichtet, kann auf Grund seiner Position in dieser anderen Gesellschaft oder Körperschaft nicht daran gehindert werden, in Bezug auf einen solchen Vertrag oder dieses sonstige Geschäft zu beraten, abzustimmen oder zu handeln.

14.3 Falls ein Verwaltungsratsmitglied der Gesellschaft ein persönliches und gegenläufiges Interesse an einem Geschäft der Gesellschaft haben sollte, muss dieses Verwaltungsratsmitglied den Verwaltungsrat der Gesellschaft über sein persönliches und gegenläufiges Interesse informieren, und dieses Verwaltungsratsmitglied wird in Bezug auf dieses Geschäft weder an der Beratung noch an der Abstimmung teilnehmen. Über dieses Geschäft und das persönliche und gegenläufige Interesse dieses Verwaltungsratsmitglieds ist bei der nächsten Hauptversammlung Bericht zu erstatten. Die zwei vorstehenden Absätze gelten nicht für Beschlüsse des Verwaltungsrats über die im Rahmen der laufenden Geschäfte der Gesellschaft zu normalen Bedingungen abgeschlossenen Geschäfte.

Art. 15. Prüfer.

15.1 Die Geschäfte der Gesellschaft werden durch einen oder mehrere Abschlussprüfer und in den von dem Gesetz vorgesehenen Fällen durch einen externen und unabhängigen Wirtschaftsprüfer kontrolliert. Der Abschlussprüfer wird für einen Zeitraum von maximal sechs Jahren gewählt. Eine Wiederwahl ist zulässig.

15.2 Der Abschlussprüfer wird von der Hauptversammlung der Aktionäre der Gesellschaft ernannt, welche die Zahl der Abschlussprüfer, deren Vergütung und deren Mandatsdauer festlegt. Der amtierende Abschlussprüfer kann jederzeit durch die Hauptversammlung mit oder ohne Grund abberufen werden.

Art. 16. Geschäftsjahr. Das Geschäftsjahr beginnt am 1. Januar jeden Jahres und endet am 31. Dezember desselben Jahres.

Art. 17. Verwendung der Gewinne.

17.1 Ein Betrag in Höhe von 5% (fünf Prozent) wird dem Jahresnettogewinn der Gesellschaft entnommen und der gesetzlichen Rücklage zugewiesen. Die Entnahme dieses Betrages ist dann nicht mehr obligatorisch, wenn die gesetzliche Rücklage 10% (zehn Prozent) des festgelegten (gegebenenfalls entsprechend Artikel 5.3 der Satzung erhöhten oder herabgesetzten) Gesellschaftskapitals der Gesellschaft erreicht.

17.2 Die Hauptversammlung beschließt über die Zuweisung des Saldos des jährlichen Nettogewinns und beschließt allein darüber, von Zeit zu Zeit Dividenden auszuschütten, wie sie es in ihrem Ermessen als dem Zweck und der Politik der Gesellschaft am besten entsprechend erachtet.

17.3 Die Dividenden können in Euro oder in jeder sonstigen vom Verwaltungsrat gewählten Währung ausgeschüttet werden und müssen an dem vom Verwaltungsrat gewählten Ort ausgeschüttet werden. Der Verwaltungsrat kann beschließen, Zwischendividenden unter den Bedingungen und in den Grenzen des Gesetzes auszuschütten.

Art. 18. Auflösung und Liquidation. Die Gesellschaft kann jederzeit durch Beschluss der Hauptversammlung, welcher in der zur Änderung der Satzung erforderlichen Weise gefasst wird, aufgelöst werden. Im Falle der Auflösung der Gesellschaft erfolgt die Liquidation durch einen oder mehrere Liquidatoren (die natürliche oder juristische Personen sein können). Diese werden durch den über die Liquidation entscheidenden Beschluss der Hauptversammlung ernannt. Die Hauptversammlung legt auch die Befugnisse und die Vergütung des oder der Liquidatoren fest.

Art. 19. Satzungsänderungen. Die vorliegende Satzung kann von Zeit zu Zeit durch die außerordentliche Hauptversammlung unter Einhaltung der von dem Gesetz vorgeschriebenen Beschlussfähigkeits- und Mehrheitsbedingungen geändert werden.

Art. 20. Anwendbares Recht. Sämtliche Fragen, die nicht ausdrücklich durch diese Satzung geregelt werden, werden gemäß dem Gesetz entschieden.

Dritter Beschluss

Die Versammlung stellt fest, dass die Mandate des Verwaltungsratsmitglieder und des Delegierten des Verwaltungsrates abgelaufen sind und beschließt ihnen, im erforderlichen Umfang, volle und einheitliche Entlastung für die Ausübung ihrer jeweiligen Mandate zu erteilen.

Vierter Beschluss

Wie durch die gesetzlichen Bestimmungen und durch die vorliegenden neuverfassten Satzung erlaubt, ernennt die Versammlung Herrn Vincent VAN DER TOL, selbstständig, geboren in Utrecht (Niederlande), am 18. Mai 1969, wohnhaft in NL-2151 GN Nieuw-Vennep, 5, Laan Van Berlioz, zum Alleinverwalter, welcher die Befugnisse welche dem Verwaltungsrat der Gesellschaft zufallen ausüben wird, sein Mandat wird anlässlich der jährlichen Generalversammlung des Jahres 2021 enden.

Fünfter Resolution

Die Versammlung stellt fest, dass das Mandat der Rechnungskommissarin, Frau Patricia SAND, anlässlich der jährlichen Generalversammlung von 2016 ablaufen wird und beschließt:

- besagter Rechnungskommissarin, per Spezialvotum, volle und einheitliche Entlastung für die Ausübung ihres Mandates bis zum heutigen Tage zu erteilen, und
- ihr Mandat zu erneuern, so dass besagtes Mandat anlässlich der jährlichen Generalversammlung des Jahres 2021 enden wird, es sei denn, sie tritt vorher zurück oder wird abgewählt.

Sechster Beschluss

Die Versammlung beschließt dem Alleinverwalter die Befugnis einzuräumen für die Gesellschaft den Umtausch der Aktien, sowie die Eintragung der neuen ausgegebenen Aktien in das Aktionärsregister vorzunehmen.

Da keine weiteren Punkte auf der Tagesordnung standen, hat der Vorsitzende darauf die Versammlung geschlossen.

Kosten

Der Gesamtbetrag der Kosten, Ausgaben, Vergütungen und Auslagen, unter welcher Form auch immer, welche der Gesellschaft aus Anlass dieser Urkunde entstehen und für die sie haftet, beläuft sich auf ungefähr tausendvierhundert Euro (1.400,- EUR).

Erklärung

Der unterzeichnete Notar, welcher Englisch und Deutsch spricht und versteht, erklärt hiermit, dass die vorliegende Urkunde in Englisch verfasst ist, gefolgt von einer deutschen Fassung; auf Antrag der Komparenten und im Fall von Abweichungen zwischen der englischen und der deutschen Fassung, wird die englische Fassung maßgebend sein.

WORÜBER, die vorliegende notarielle Urkunde in Luxemburg, an dem oben angegebenen Tag, erstellt wurde.

Und nach Vorlesung alles Vorstehenden an die Komparenten, dem instrumentierenden Notar nach Vor- und Zunamen, Personenstand und Wohnort bekannt, unterschrieben die besagten Komparenten zusammen mit Uns der Notarin, gegenwärtige Urkunde.

Signé: C.WASSENICH, F.MOTO, D. KOLBACH.

Enregistré à Diekirch A.C., le 8 février 2016. Relation: DAC/2016/1972. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur (signé): Jeannot THOLL.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée à la Société sur sa demande.

Redange-sur-Attert, le 15 février 2016.

Référence de publication: 2016066041/681.

(160028323) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 février 2016.

AmTrust Re Taurus, Société Anonyme.

Siège social: L-2220 Luxembourg, 534, rue de Neudorf.

R.C.S. Luxembourg B 43.469.

In the year two thousand and fifteen, on the eighteenth day of December.

Before Me Henri HELLINCKX, notary residing in Luxembourg, Grand-Duchy of Luxembourg;

Was held

an extraordinary general meeting (the “General Meeting”) of AmTrust Re Taurus, incorporated under the name of Réa FIN, a public limited liability company (société anonyme) governed by the laws of the Grand-duchy of Luxembourg, having its registered office at 534, rue de Neudorf, L-2220 Luxembourg, incorporated pursuant to a deed of Maître Gérard LECUIT, notary, residing in Mersch on 17 March 1993, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, dated 17 June 1993, number 292, whose articles of associations have been amended several times,

registered with the Luxembourg Trade and Companies Register under number B 43.469 (hereafter the “Company”)

The Meeting was presided by Mr. Régis GALIOTTO, notary's clerk, professionally residing at 101, rue de Cents L-1319 Luxembourg, as chairman of the general meeting (the “Chairman”).

The Chairman appointed as secretary and the Meeting appointed as scrutineer Mrs Solange WOLTER, notary's clerk, professionally residing at 101, rue de Cents L-1319 Luxembourg,

The Chairman, the Secretary and the Scrutineer composed the bureau of the general meeting.

The attendance list as well as the proxy, having been signed *ne varietur* by the proxy-holders, by the members of the board and the undersigned notary, will remain attached to the present deed in order to be filed at the same time with the registration authorities.

I. The agenda of the meeting is the following:

Agenda:

1. Increase of the share capital by an amount of four million United States Dollars (4,000,000 USD) in order to raise it from its present amount of thirteen million eight hundred forty-eight thousand eight hundred and two point thirty-one United States Dollars (13,848,802.31 USD) to seventeen million eight hundred forty-eight thousand eight hundred and two point thirty-one United States Dollars (17,848,802.31 USD) by increase of the intrinsic value of the two thousand (2,000) shares.

2. Payment.

3. Subsequent modification of Article 5 of the Articles of Incorporation.

4. Miscellaneous.

II. The shareholder represented and the number of his shares are shown on an attendance list, this attendance list having been signed *ne varietur* by the proxy-holder representing the shareholder, the members of the board of the meeting and the undersigned notary, shall stay affixed to these minutes with which it will be registered.

Said proxies given by the represented shareholder, after having been initialed *ne varietur* by the members of the board of the meeting and the under signed notary shall stay affixed in the same manner to these minutes.

III. The whole share capital of the Company being present or represented at the present meeting and the shareholder present or represented declaring that it has had due notice and got knowledge of the agenda prior to this meeting, no formal convening notices were necessary.

The present meeting is consequently regularly constituted and may validly deliberate on all the items of the agenda.

Then the general meeting adopted unanimously the following resolutions:

First resolution

The general meeting resolved to increase the share capital by an amount of four million United States Dollars (4,000,000.- USD), in order to raise it from its present amount of thirteen million eight hundred forty-eight thousand eight hundred and two point thirty-one United States Dollars (13,848,802.31 USD) to seventeen million eight hundred forty-eight thousand eight hundred and two point thirty-one United States Dollars (17,848,802.31 USD) by increase of the intrinsic value of the two thousand (2,000) shares.

Second resolution

“AmTrust Holdings Luxembourg”, a société à responsabilité limitée, having its registered office at 534, rue de Neudorf, L-2220 Luxembourg, registered with the Luxembourg Trade and Companies Register under number B 142.739, has fully paid-up by a contribution in cash, so that the amount of four million United States Dollars (4,000,000.- USD) as it is proved to the undersigned notary who states it. Consequently the paid up capital is now 71,2215% (seventy one coma two two one five per cent).

Third resolution

Consequently, the general meeting decides to modify Article 5 of the Articles of Incorporation as follows:

“ **Art. 5. Corporate Capital.** The subscribed capital of the Company is fixed at seventeen million eight hundred forty-eight thousand eight hundred and two point thirty-one United States Dollars (17,848,802.31 USD) divided into two thousand (2,000) shares without par value.”

There being no other business, the meeting was adjourned.

Expenses

The expenses, costs, fees and charges which shall be borne by the Company as a result of the aforesaid capital increase are estimated at three thousand four hundred Euros (EUR 3,400.-).

WHEREAS, the present deed was drawn up in Luxembourg, on the date named at the beginning of this deed.

The undersigned notary who knows English, states herewith that upon request of the above appearing persons, the present deed is worded in English followed by a French version; on request of the same appearing persons and in case of divergences between the English and the French text, the English text will prevail.

The deed having been read to the appearing persons, who are known by the notary by their surnames, first names, civil status and residences, the said persons signed together with the undersigned notary, this original deed.

Suit la version française du texte qui précède

L'an deux mille quinze, le dix-huit décembre.

Par-devant Maître Henri HELLINCKX, notaire de résidence à Luxembourg.

S'est tenue

L'Assemblée Générale Extraordinaire de la société anonyme: AmTrust Re Taurus, constituée sous le nom de RéA FIN, société de droit luxembourgeois, avec siège social à L-2220 Luxembourg, 534, rue de Neudorf, suivant acte de Me Maître Gérard LECUIT, alors notaire de résidence à Mersch le 17 mars 1993, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, le 17 juin 1993, sous le numéro 292, lesquels statuts ont été modifiés à de multiples reprises,

immatriculée au Registre de Commerce et des Sociétés à Luxembourg, sous le numéro B 43.469 (la «Société»).

L'Assemblée générale extraordinaire est ouverte sous la présidence de M. Regis GALIOTTO, clerc de notaire, demeurant professionnellement à L-1319 Luxembourg, 101 rue de Cents (le «Président»).

Le Président nomme comme secrétaire et l'assemblée choisit comme scrutatrice Solange WOLTER, clerc de notaire, demeurant professionnellement à L-1319 Luxembourg, 101 rue de Cents.

Le bureau de l'assemblée étant constitué, le Président déclare et requiert le notaire d'acter que:

I: L'ordre du jour de l'assemblée est le suivant:

Ordre du jour:

1. Augmentation du capital social d'un montant de quatre millions de dollars des Etats-Unis d'Amérique (4.000.000 USD) pour le passer de son montant actuel de treize millions huit cent quarante-huit mille huit cent deux virgule trente-et-un dollars des Etats-Unis d'Amérique (13.848.802,31 USD) à dix-sept millions huit cent quarante-huit mille huit cent deux virgule trente-et-un dollars des Etats-Unis d'Amérique (17.848.802,31 USD) par augmentation de la valeur intrinsèque des actions.

2. Libération.

3. Modification subséquente de l'article 5 des statuts.

4. Divers.

II. Les actionnaires présents ou représentés, les mandataires des actionnaires représentés et le nombre d'actions des actionnaires, sont renseignés sur une liste de présence, laquelle, signée «ne varietur» par les actionnaires ou par leurs mandataires et par les membres du bureau de l'assemblée, restera annexée aux présentes.

Les procurations des actionnaires représentés, paraphées "ne varietur" par les membres du bureau et le notaire instrumentant, resteront annexées au présent acte.

III. Il résulte de ladite liste de présences que toutes les actions sont présentes ou représentées à l'assemblée, laquelle en conséquence est constituée régulièrement et peut valablement délibérer sur les points de l'ordre du jour.

Ces faits ayant été reconnus exacts par l'assemblée, le Président expose les raisons qui ont amené le conseil d'administration à proposer les points figurant à l'Ordre du Jour.

L'assemblée générale, après avoir délibéré, prend à l'unanimité des voix, les résolutions suivantes:

Première résolution

L'assemblée générale décide d'augmenter le capital social de la société à concurrence de quatre millions de dollars des Etats-Unis d'Amérique (4.000.000 USD) pour le passer de son montant actuel de treize millions huit cent quarante-huit mille huit cent deux virgule trente-et-un dollars des Etats-Unis d'Amérique (13.848.802,31 USD) à dix-sept millions huit cent quarante-huit mille huit cent deux virgule trente-et-un dollars des Etats-Unis d'Amérique (17.848.802,31 USD) par augmentation de la valeur intrinsèque des actions.

Deuxième résolution

«Amtrust Holdings Luxembourg», une société à responsabilité limitée ayant son siège social à L-2220 Luxembourg, 534, rue de Neudorf, immatriculée au Registre de Commerce et des Sociétés à Luxembourg, sous le numéro B 142.739, a libéré entièrement le capital social moyennant un apport en numéraire de sorte que le montant de quatre millions de dollars des Etats-Unis d'Amérique (4.000.000,- USD) est à la libre disposition de la Société, ainsi qu'il en a été prouvé au notaire

instrumentant, qui le constate. Ainsi, le taux de libération du capital social est dorénavant de 71,2215% (soixante et onze virgule deux deux un cinq pour cent).

Troisième résolution

L'assemblée générale décide de modifier l'article 5 des Statuts de la Société comme suit:

« **Art. 5. Capital social.** Le capital social de la société est fixé à dix-sept millions huit cent quarante-huit mille huit cent deux virgule trente-et-un dollars des Etats-Unis d'Amérique (17.848.802,31 USD) représenté par deux mille (2.000) actions sans désignation de valeur nominale.»

Plus rien ne figurant à l'ordre du jour, l'assemblée a été clôturée.

Frais

Les frais, dépenses, rémunérations et charges, sous quelque forme que ce soit qui incombent à la société en raison du présent acte sont évalués à environ trois mille quatre cents Euros (3.400,- EUR).

DONT ACTE, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Le notaire soussigné qui comprend et parle la langue anglaise, déclare par la présente qu'à la demande des comparants ci-avant, en cas de divergences entre le texte anglais et le texte français, la version anglaise primera.

Lecture du présent acte fait et interprétation donnée aux membres du bureau à Luxembourg, tous connus du notaire instrumentant par leur nom, prénom usuel, état et demeure, ils ont signé avec Nous, notaire, le présent acte.

Signé: R. GALIOTTO, S. WOLTER et H. HELLINCKX.

Enregistré à Luxembourg Actes Civils 1, le 28 décembre 2015. Relation: 1LAC/2015/41878. Reçu soixante-quinze euros (75.- EUR).

Le Receveur (signé): P. MOLLING.

- POUR EXPEDITION CONFORME - délivrée à la société sur demande.

Luxembourg, le 10 février 2016.

Référence de publication: 2016064961/137.

(160027322) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 février 2016.

The Vendôm Company Group S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1882 Luxembourg, 3A, rue Guillaume Kroll.

R.C.S. Luxembourg B 194.710.

—
EXTRAIT

Il résulte des résolutions prises par l'Assemblée Générale Ordinaire des actionnaires tenue en date du 13 novembre 2015 que:

- Madame Laetitia MICHEA, née le 21/07/1980 à Montpellier (France), demeurant à 25, rue Pasteur, F-57000 Metz (France)

Et

- La société KIT S.A., société de droit Luxembourgeois, ayant son siège social à 3A, rue Guillaume Kroll, L-1882 Luxembourg, inscrite auprès du registre de commerce sous le numéro B 166441, dûment représentée par M. Arnaud MICHEA en sa qualité d'Administrateur Unique, né le 23 juin 1971 à Paris (France) demeurant à 80, route de Luxembourg, L-7210 Bereldange.

ont été nommés aux fonctions d'administrateur de la société.

Le nombre des membres du Conseil d'Administration a été augmenté de 1 à 3.

- Les mandats des administrateurs viendront à échéance à l'issue de l'Assemblée Générale des actionnaires qui se tiendra en 2020.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 13 novembre 2015.

Pour la Société

Un mandataire

Référence de publication: 2016070139/25.

(160032857) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 février 2016.